



LEMAG

WEBMANAGERCENTER.COM - HEBDO N° 245 DU 20 NOVEMBRE 2025 - 4,90 DINARS



SENIORS

A LA UNE

Un budget 2026 entre
utopie
et désillusion?

LA TUNISIE QUI GAGNE

EdTrust rapproche l'école des
familles et libère
du temps pour les enseignants

CULTURE

"Terre spirituelle"
Un voyage entre mémoire, symbole
et transcendance

MG5

À partir de

84 950^{DT}

**LE MEILLEUR
CHOIX ÉLECTRIQUE
AU MEILLEUR
PRIX.**





LE MAG

WEBMANAGERCENTER.COM - HEBDO N° 245 DU 20 NOVEMBRE 2025 - 4,90 DINARS

WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE

Rue Lac Victoria-
Rés.Flamingo les Berges du
Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

webmanagercenter.com

DIRECTEUR PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

REDACTION

Ali DRISS

Khmaies KRIMI

Hajer KRIMI

Sarra BOUDALI

PHOTOS

Anis MILII

INFOGRAPHIE

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 4,90 Dinars

Abonnement annuel : 200 DT

01

EDITO

TUNISIE 2026 : Entre volontarisme
affiché et lucidité nécessaire

02

ECO-FINANCE

Parmi les pays d'Afrique du Nord, la
Tunisie reste celui qui consacre le moins
aux importations alimentaires

03

COMMERCE MONDIAL

Résilience inattendue malgré des
turbulences importantes

04

INTERVIEW

Giuseppe Perrone, ambassadeur de
l'Union européenne en Tunisie :
"Nous oeuvrons pour une véritable
intégration de la Tunisie en Europe"

05

LA TUNISIE QUI GAGNE

Diaspora - Myriam Maatoug, fondatrice de
Dar Oomi à Zarzis | «Bâtir en Tunisie, c'est
résister»

06

SOCIETE

Vieillessement en Tunisie |
Quels défis avec 2 millions de seniors ?

Tunisie 2026 |

Entre volontarisme affiché et lucidité nécessaire



Un budget de promesses sans boussole

Le projet de loi de finances 2026 s'annonçait comme une étape décisive du plan quinquennal 2026-2030. Il devait clarifier les priorités économiques d'un pays à la recherche de souffle. Mais le texte présenté a surtout déçu. Derrière le discours social et la rhétorique du "retour de l'État protecteur", les experts dénoncent un document sans chiffrage précis, ni calendrier d'exécution,

ni vision de financement claire.

En rompant avec la rigueur traditionnelle des lois de finances, le gouvernement prend le risque d'alimenter la confusion : entre promesses sociales et contraintes budgétaires, l'équation devient intenable. L'absence de mesures structurelles sur la réforme fiscale, la dette ou la compétitivité alimente le scepticisme d'une opinion en quête de résultats concrets.

Des signaux économiques contrastés

Pourtant, les chiffres récents de la Banque centrale offrent un répit relatif. Les recettes issues du travail et du tourisme ont atteint 12,7 milliards de dinars à fin septembre 2025, traduisant une dynamique encourageante de la diaspora et de la reprise touristique. Les transferts des Tunisiens à l'étranger demeurent un pilier de stabilité, tandis que la fréquentation touristique dépasse les attentes.

Mais derrière ces bonnes nouvelles, les équilibres restent fragiles : les réserves en devises s'érodent (24,2 milliards de dinars, contre 25,3 un an plus tôt), la circulation fiduciaire explose (+15 %), et le service de la dette extérieure absorbe toujours une part majeure des ressources publiques. Le pays rembourse, mais ne se désendette pas réellement.

Tourisme : un levier en quête de stratégie

Dans ce contexte, la relance du tourisme, exposée par Ahmed El Karm, offre un miroir révélateur des contradictions tunisiennes. Secteur emblématique, il illustre à la fois les opportunités inexploitées et les blocages persistants. Endettement des hôteliers, ciel non libéralisé, propreté défailante, formation insuffisante : les diagnostics sont connus.

Pourtant, les pistes existent : tourisme de santé, d'écologie,

de luxe ou d'immersion locale. Autant de créneaux capables de créer de la valeur ajoutée et de repositionner la Tunisie sur la carte mondiale. Encore faut-il que l'État joue son rôle d'impulsion et de coordination plutôt que celui de spectateur impuissant.

Europe-Tunisie : le test de la confiance

Sur le front international, l'Union européenne demeure le partenaire incontournable. Dans son entretien exclusif, l'ambassadeur Giuseppe Perrone rappelle une évidence : 70 % des exportations tunisiennes se dirigent vers l'Europe. La Tunisie reste donc intimement liée à la stabilité et à la vitalité du marché européen.

L'énergie et la transition verte constituent aujourd'hui le cœur du partenariat. Avec plus de 3 milliards d'euros d'investissements prévus et le projet Elmed reliant la

Tunisie à l'Italie, l'intégration énergétique se dessine comme un axe stratégique. Mais ce rapprochement n'aura de sens que si Tunis consolide ses institutions, sécurise ses réformes et rassure les investisseurs.

Une exigence de lucidité

Entre utopie budgétaire et signes de vitalité économique, la Tunisie avance à pas hésitants vers 2026. L'heure n'est plus aux slogans, mais à la cohérence. Sans cap clair, ni gouvernance renouée, les promesses sociales risquent de se dissoudre dans le quotidien budgétaire.

L'économie tunisienne n'a pas besoin d'incantations, mais de choix courageux : rationaliser, investir utile, miser sur les secteurs porteurs et renouer avec la confiance. C'est à cette condition seulement que le pays pourra transformer les "signaux faibles" de reprise en véritable trajectoire de redressement.





Cybersécurité proactive |

Le nouveau levier de performance des DSI et RSSI



Alors que s'ouvre à Tunis la 11ème édition du Forum International des DSI, les dirigeants IT africains se réunissent autour d'un enjeu central : conjuguer innovation et sécurité numérique dans un monde où les menaces évoluent

plus vite que les technologies. Sur un continent en pleine transformation numérique, la cybersécurité se réfléchit sous sa forme proactive, et s'impose comme un moteur de performance et de compétitivité.

Un nouveau rôle stratégique pour les DSI

Longtemps perçue comme une fonction défensive, la cybersécurité a changé de dimension. Les DSI et RSSI ne se

contentent plus de protéger leurs systèmes : ils doivent anticiper, détecter et neutraliser les menaces avant qu'elles ne perturbent la continuité des activités de leur organisation. Cette mutation reflète une évolution culturelle majeure.

« Anticiper, en termes de cybersécurité, repose sur la maîtrise de son environnement IT, tout autant que celui des métiers. L'objectif est de détecter les signaux faibles et d'intégrer la prévention dans la stratégie globale de l'entreprise », explique Benoît Grunemwald, expert en cybersécurité chez ESET Afrique Francophone. « Cette approche permet non seulement de maîtriser ses risques, mais d'assurer la continuité opérationnelle de l'organisation. »

Avec la généralisation des applications et de l'usage du cloud, la montée en puissance du télétravail et l'hybridation des infrastructures, les entreprises africaines se trouvent face à une surface d'exposition sans précédent. Dans ce contexte, la cybersécurité ne pas être abordée d'un point de vue technique, elle doit être prise en compte dans la gouvernance générale de l'organisation.

De la sécurité à la confiance numérique

Facteur clef de différenciation, la performance passe désormais par la confiance numérique. Les entreprises qui parviennent à sécuriser leurs données et leurs échanges, inspirent davantage leurs clients, partenaires et investisseurs. À l'inverse, une faille ou une attaque fragilise durablement la crédibilité.

Ainsi, adopter une posture proactive permet de transformer la sécurité en avantage compétitif. En anticipant les risques, les DSI garantissent la stabilité de leur environnement, améliorent la productivité des équipes et créent les conditions d'une innovation sereine. La cybersécurité devient ainsi un vecteur de confiance, de fiabilité et de performance durable.

Une approche intégrée: technologie, culture et anticipation

La cybersécurité proactive ne se limite pas à la mise en œuvre d'outils technologiques. Elle suppose une approche globale intégrant la sensibilisation, la formation et la collaboration entre tous les acteurs de l'entreprise. Pour Benoît Grunemwald, « la

technologie seule ne suffit pas. La clé réside dans la combinaison entre des outils performants, l'intelligence humaine et une véritable culture de la vigilance. L'objectif étant la robustesse. »

Cette vision holistique ouvre la voie à une cybersécurité intégrée à l'objectif global de performance de l'organisation. Elle place l'humain au cœur de la défense numérique et fait de la prévention un réflexe collectif.

Anticiper pour avancer

Le Forum DSI 2025 de Tunis, où la résilience numérique figurera parmi les thèmes majeurs, la question de la cybersécurité proactive prend une résonance particulière. Les DSI savent qu'ils doivent désormais passer de la réaction à l'anticipation. En agissant avant la crise, ils protègent non seulement les systèmes, mais aussi la réputation, la confiance et la performance de leur entreprise.

L'Afrique numérique se construira sur cette capacité à transformer la vigilance en force et la prévention en opportunité. C'est là que se jouera, dans les années à venir, la véritable compétitivité du continent.

Tunisie |

Un budget 2026 entre utopie et désillusion?



Le projet de loi de finances pour l'exercice 2026, a fait l'objet, au mois d'août dernier, de plusieurs

conseils ministériels tenus sous la présidence de Sarra Zaafrani Zenzri, Cheffe du gouvernement.

Rendues publiques, les propositions faites au cours de ces réunions à huis clos ont été fortement critiquées par les médias et les experts. Selon

ces observateurs de la chose tunisienne, ces propositions sont frustrantes et décevantes. Elles ne comportent aucune nouveauté réalisable ni pour les particuliers, ni pour les entreprises, ni pour les secteurs, ni pour le pays. Plus grave, le PLF 2026 reste muet sur les réformes à entreprendre en toute urgence et sur le montant des fonds à mobiliser pour financer le budget de 2026.

Comprendre : ce projet de loi rompt avec le concept classique des lois de finances où les échéances d'exécution des projets sont bien définies et où les dépenses et recettes sont déterminées avec une grande précision.

Il s'agit d'un ensemble de professions de foi et d'élucubrations qui reprennent les discours lyriques du Président Kaies Saied lors de ces nombreux entretiens avec les ministres opineurs et les visites inopinées dans les régions. Pour information, en voici les principaux axes.

Confirmation du retour de l'État social

- Réalisation d'un meilleur équilibre entre justice sociale et croissance économique.
- Amélioration de la prise en charge des catégories sociales fragiles et à faible revenu, et en favorisant leur intégration économique.

- Le PLF2026 projette de diversifier davantage les sources de financement des caisses sociales afin de mettre en place « un système de couverture sociale durable et complet » et consolider la gouvernance des interventions du programme social Amen, un vaste système de protection sociale visant à soutenir les citoyens vulnérables par des transferts monétaires, des services de santé et l'autonomisation économique.

Le PLF 2026, une étape du plan 2026-2030

Il doit être, selon la cheffe du gouvernement, un levier pour relever les défis structurels et atteindre les objectifs du plan de développement 2026-2030, fondé sur une approche ascendante partant du niveau local, puis régional, jusqu'au niveau national, conformément à la vision du Président de la République, Kais Saied.

Emploi : il s'agit essentiellement de l'ouverture du recrutement dans la fonction publique en 2026 et la régularisation de plusieurs situations.

Développement régional : prise en considération des recommandations des conseils locaux, régionaux et des districts dans l'élaboration du plan de

développement 2026-2030.

Réforme du système fiscal

- Instaurer la justice fiscale, réduire les disparités sociales et renforcer le pouvoir d'achat des ménages, en particulier, les classes moyennes et à faible revenu.
- Il s'agit aussi de lutter contre l'évasion fiscale et d'intégrer le secteur parallèle en consacrant la transparence des transactions financières et en encourageant le recours aux moyens de paiement électroniques.
- Un effort sera déployé en 2026 pour consolider les ressources non fiscales de l'État et renforcer les projets publics à travers la révision de la fiscalité de certains établissements publics vers le sens de l'allègement des charges fiscales à la lumière des difficultés structurelles rencontrées.

Investissement : booster l'investissement public, moteur de l'investissement privé, et soutenir les entreprises communautaires ainsi que les petites et moyennes entreprises.

A cette fin, le PLF 2026 prévoit ce qu'il appelle la mise en place « des mécanismes de financement innovants » à même

d'aider le pays, à s'adapter aux mutations économiques, à faire face aux pressions géopolitiques mondiales à travers la compression des dépenses et à stimuler la croissance.

Dans ce contexte, le projet de loi de finances prévoit deux mesures : un dégrèvement fiscal au titre des opérations d'acquisition et la garantie de l'accès aux sources de financement à des conditions avantageuses.

Santé : renforcer le système de santé publique et garantir la prévention et la sécurité sanitaire de manière à garantir une couverture universelle des services de santé de base.

Education : soutenir la réforme de l'éducation à travers la mobilisation des financements destinés à dresser un état des lieux de la situation du système éducatif, à concevoir les programmes et les

curcus éducatifs alternatifs et à aménager des espaces éducatifs permettant d'atteindre les objectifs de la réforme éducative.

Transition énergétique : le projet de loi de finances vise à soutenir la transition énergétique et écologique en encourageant l'utilisation des énergies renouvelables et la fabrication d'équipements de stockage d'énergie électrique.

Secteur informel : renforcer la transition du secteur informel vers le secteur formel et encourager ses acteurs à s'engager dans le secteur formel grâce à la mise en place d'un cadre juridique spécifique fondé sur la simplification et la digitalisation des procédures administratives, la simplification des obligations fiscales et la facilitation de l'accès aux services de sécurité sociale.

Abou SARRA

en bref

- Le projet de loi de finances 2026 a suscité la déception des experts tunisiens.
- Jugé flou, il manque de réformes concrètes et d'objectifs chiffrés.
- Le texte s'inscrit dans le plan 2026-2030 et promet un État social renforcé.
- Priorités : justice fiscale, intégration du secteur informel, soutien aux PME et transition énergétique.
- Reste la question : comment financer ces ambitions sans vision claire des ressources ?



Formation professionnelle

Les résultats du recensement général de la population et de l'habitat 2024, publiés lundi par l'Institut national de la statistique (INS), mettent en évidence un déficit majeur dans l'inclusion éducative des personnes en situation de handicap. Seuls 41 % des enfants et jeunes âgés de 3 à 24 ans sont scolarisés.

1,5 million de personnes en situation de handicap

Le recensement a recensé 1 497 000 personnes handicapées en Tunisie, soit 15,5 % d'une population totale estimée à 11,9 millions d'habitants. Ces chiffres confirment le poids démographique de cette catégorie et l'importance de sa prise en charge.

Écarts avec le taux national

À l'échelle nationale, la scolarisation atteint 97,3 %. Les filles (97,8 %) sont légèrement plus nombreuses que les garçons (96,9 %) à fréquenter l'école. L'écart entre ces moyennes et les 41 % des enfants handicapés illustre l'ampleur des inégalités d'accès.

Disparités urbain-rural et entre genres

Le recensement met également en évidence des différences géographiques. En milieu urbain, le taux de scolarisation des personnes handicapées atteint 42,3 %. Dans les zones rurales, le taux chute à 38,4 %.

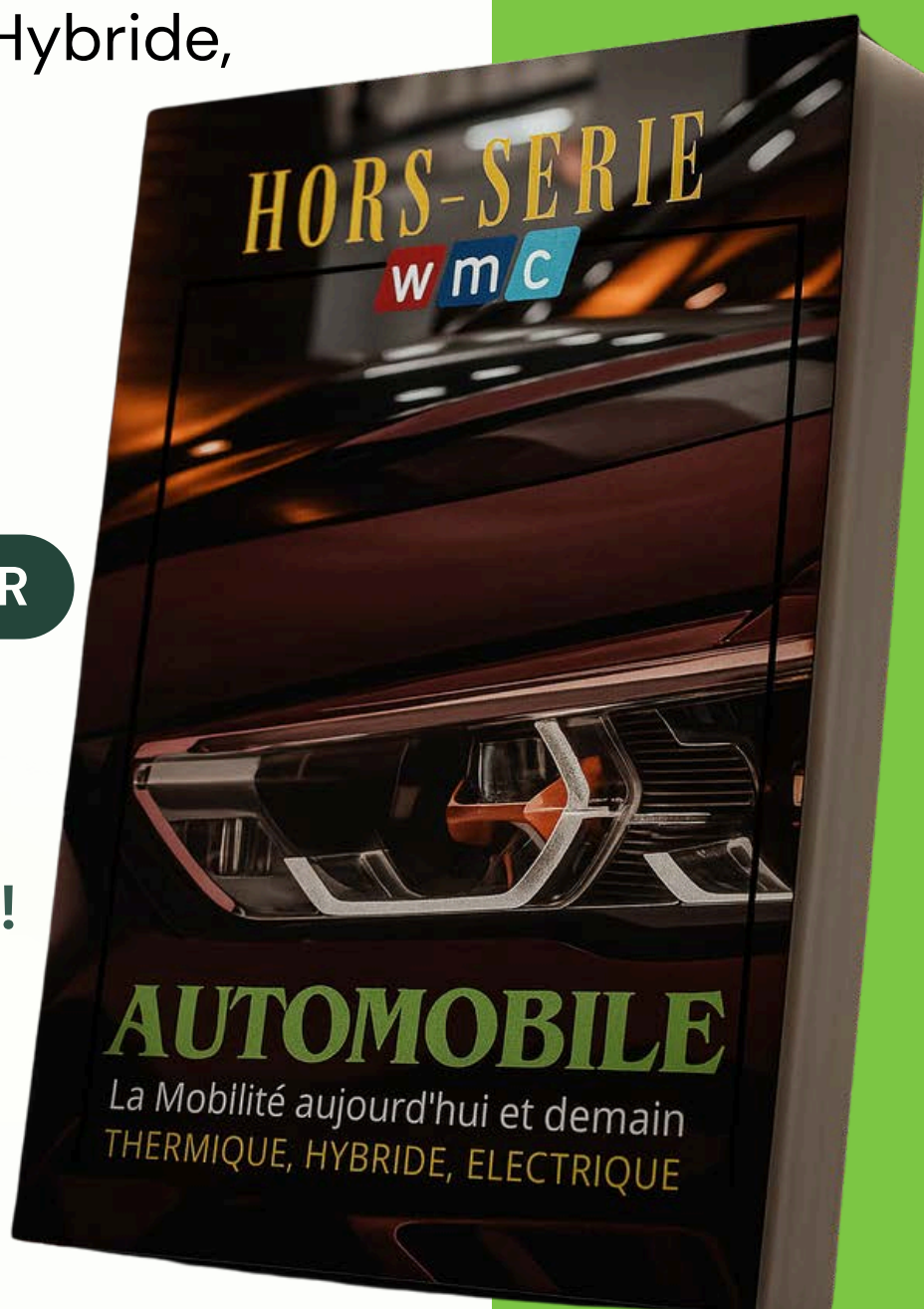
Hors-SERIE Magazine

AUTOMOBILE 2025

Thermique, Hybride,
Electrique

TELECHARGER

marques,
innovations,
chiffres clés !



Tunisie |

Recettes du travail et du tourisme dépassent 12,7 milliards de dinars



Des recettes cumulées en forte progression

Le total des recettes drainées par les **revenus du travail** et les **recettes touristiques** a dépassé 12,7 milliards de dinars, durant les neuf premiers mois de l'année 2025, selon les statistiques publiées par la **Banque Centrale de Tunisie (BCT)**.

Les revenus du travail cumulés ont augmenté de **8 %**, atteignant **près de 6,5 milliards de dinars** à fin septembre 2025, contre 6 milliards une année auparavant. Les recettes touristiques ont, elles aussi, progressé de **8,2 %**, pour

s'établir à **6,2 milliards de dinars** sur la même période.

Léger recul du service de la dette extérieure

Les **services de la dette extérieure** ont enregistré une légère régression de **-3,7 %**, passant de **10,9 milliards de dinars** au 30 septembre 2024 à **10,5 milliards de dinars** actuellement.

Réserves en devises en repli

Les avoirs nets en devises se

sont établis à **24,2 milliards de dinars**, soit l'équivalent de **105 jours d'importation**, à la date du **2 octobre 2025**.

Une année auparavant, ils atteignaient **25,3 milliards de dinars** (114 jours d'importation).

Hausse de la circulation fiduciaire

Les statistiques de la BCT ont, par ailleurs, mis en évidence une **hausse de 15,3 % des billets et monnaies en circulation**, dont le montant total s'élève désormais à **25,5 milliards de dinars**.

Parmi les pays d'Afrique du Nord, la Tunisie reste celui qui consacre le moins aux importations alimentaires



Selon son dernier rapport « L'état de la dépendance aux produits de base 2025 » (The State of Commodity Dependence 2025) publié par la Conférence des Nations

unies sur le commerce et le développement (CNUCED), document présente les volumes d'importations alimentaires enregistrés dans différents pays africains, la Tunisie

se positionne à la 10^{ème} place sur un total de 54 pays listés, avec des importations alimentaires estimées à 2,873 milliards de dollars sur la période 2021–2023.

Classement régional et continental

Au plan nord-africain, la Tunisie dépense moins que tous les pays de la région pour subvenir à ses besoins de produits alimentaires importés.

Le classement régional et continental est dominé par l'Égypte (16,43 milliards USD), suivie de l'Algérie (9,99 milliards USD), du Maroc (8,71 milliards USD) et de la Libye (3,24 milliards USD).

Les autres pays en tête du classement africain

Pour le reste du classement, l'Afrique du Sud se positionne à la 4ème place avec 6,07 milliards USD, suivie au 5ème rang par le Nigeria (5,59 milliards USD).

Derrière, viennent l'Angola (5,46 milliards USD), le Ghana (3,61 milliards USD), la Libye (3,24 milliards USD), la Côte d'Ivoire (3,07 milliards USD) et enfin la Tunisie (2,87 milliards USD), qui ferme le top 10.

Enseignements pour la Tunisie

L'enseignement à tirer de ce classement est le suivant : la position de la Tunisie reflète sa dépendance relative de la Tunisie aux importations.

Le rapport de la CNUCED met en valeur les marges d'action dont dispose la Tunisie pour réduire cette facture grâce à ses propres performances agroalimentaires.

Exportations tunisiennes en progression

En 2024, les exportations tunisiennes du secteur ont atteint 8,47 milliards de dinars (2,6 milliards USD), un record porté par l'huile d'olive, les dattes et les produits transformés, confirmant que le pays peut s'appuyer sur un potentiel agroalimentaire fort pour équilibrer sa balance commerciale.

Défis communs de sécurité alimentaire en Afrique

La CNUCED souligne par ailleurs que plusieurs pays africains restent fortement dépendants de leurs importations alimentaires, ce qui pose un défi commun de sécurité alimentaire pour le continent.

Dans ce contexte, la Tunisie se distingue à la fois par son intégration dans ce classement et par ses atouts à valoriser sur les marchés régionaux et internationaux.



CONTACT US



WMC
Lemag

Résilience inattendue malgré des turbulences importantes



Au début de l'année 2025, la croissance du commerce mondial devait s'accélérer dans un climat d'optimisme prudent et de stabilité économique.

Mais tout a changé après le 2 avril, jour désormais appelé « Jour de la Libération », lorsque le président Donald Trump a annoncé une taxe de 10 % sur toutes les importations, assortie de taux

plus élevés ciblant certains pays.

Cette décision a immédiatement ravivé les craintes de guerres commerciales, perturbé les chaînes d'approvisionnement et plongé les prévisions dans l'incertitude.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait alors anticipé une contraction

du commerce mondial, un phénomène rare observé seulement en 2009 (crise financière mondiale) et en 2020 (pandémie de Covid-19).

Pourtant, depuis le printemps, les perspectives se sont améliorées. Le commerce mondial fait preuve d'une résilience inattendue, évitant pour l'instant les scénarios les plus sombres.



En somme, les données de terrain et les anticipations boursières convergent vers un rebond graduel du commerce, plutôt qu'un effondrement brutal.

Des indicateurs avancés rassurants

Les économies asiatiques — Japon, Corée du Sud, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam — affichent des performances exportatrices robustes :

+6 % en moyenne annuelle en 2024, puis +12 % sur les quatre derniers mois, selon QNB Economics.

Les exportations chinoises, malgré un climat incertain, progressent de 6 % par an.

Autre signal clé : le Dow Jones Transportation Average (DJTA), indice boursier regroupant les sociétés de transport aérien, maritime et ferroviaire, est repassé en territoire positif après un creux mi-2024.

Cet indice, souvent précurseur de la dynamique du commerce mondial, anticipe une expansion modérée.

Le protectionnisme américain contenu par des accords ciblés

Malgré le durcissement des politiques commerciales américaines, le monde n'a pas sombré dans une guerre commerciale globale.

L'administration Trump a finalement adopté une approche pragmatique, concluant des accords bilatéraux avec le Royaume-Uni, le Japon, l'Indonésie, le Vietnam, les Philippines et l'Union européenne. Ces compromis ont réduit l'incertitude et limité la portée des droits de douane.

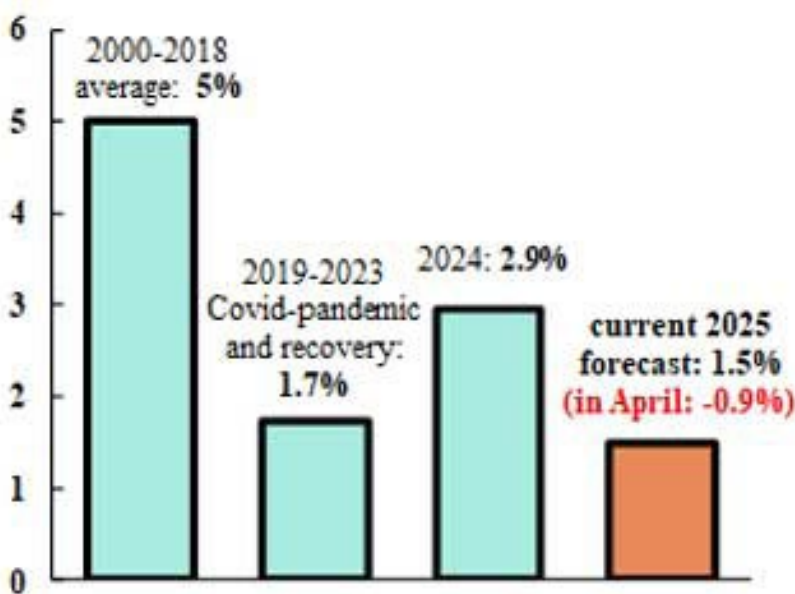
Par ailleurs, plusieurs grandes économies — en Europe, Asie et Amérique latine — poursuivent leur ouverture commerciale via de nouveaux accords de libre-échange.

L'assouplissement monétaire soutient les échanges

Les baisses de taux d'intérêt dans les économies avancées redonnent de l'air au commerce mondial.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale prévoit une réduction de 100 points de base d'ici fin 2026, pour atteindre 3,25 %.

Growth of Global Trade in Goods
(% growth, year-over-year, volumes in real terms)



Source: World Trade Organization, IMF, QNB Economics



Un revirement de conjoncture mondiale

Au début de l'année 2025, la croissance du commerce mondial devait s'accélérer dans un climat d'optimisme prudent et de stabilité économique.

Mais tout a changé après le 2 avril, jour désormais appelé « Jour de la Libération », lorsque le président Donald Trump a annoncé une taxe de 10 % sur toutes les importations, assortie de taux plus élevés ciblant certains pays.

Cette décision a immédiatement ravivé les craintes de guerres commerciales, perturbé les chaînes d'approvisionnement et plongé les prévisions dans l'incertitude.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait alors anticipé une contraction du commerce mondial, un phénomène rare observé seulement en 2009 (crise financière mondiale) et en 2020 (pandémie de Covid-19).

Pourtant, depuis le printemps, les perspectives se sont améliorées. Le commerce mondial fait preuve d'une résilience inattendue, évitant pour l'instant les scénarios les plus sombres.

Dans la zone euro, la BCE a déjà baissé ses taux de 200 points de base depuis mi-2024, à 2 %.

Ces mesures visent à stimuler l'investissement et la demande mondiale, deux leviers essentiels des flux commerciaux.

Les États-Unis et la zone euro représentant 40 % du PIB mondial, ce cycle d'assouplissement monétaire crée un effet multiplicateur sur les échanges internationaux.

Une résilience confirmée

En conclusion, malgré la montée du protectionnisme et les tensions commerciales, le commerce mondial en 2025 évite le scénario de récession.

Des indicateurs économiques solides, des accords de coopération et un environnement monétaire plus souple entretiennent un climat de résilience commerciale.

Le monde s'adapte à une Amérique protectionniste, mais reste globalement favorable au commerce international.

Des indicateurs avancés rassurants

Les économies asiatiques — Japon, Corée du Sud, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Vietnam — affichent des performances exportatrices robustes : +6 % en moyenne annuelle en 2024, puis +12 % sur les quatre derniers mois, selon QNB Economics.

Les exportations chinoises, malgré un climat incertain, progressent de 6 % par an.

Autre signal clé : le Dow Jones Transportation Average (DJTA), indice boursier regroupant les sociétés de transport aérien, maritime et ferroviaire, est repassé en territoire positif après un creux mi-2024.

Cet indice, souvent précurseur de la dynamique du commerce mondial, anticipe une expansion modérée.



En somme, les données de terrain et les anticipations boursières convergent vers un rebond graduel du commerce, plutôt qu'un effondrement brutal.

Le protectionnisme américain contenu par des accords ciblés

Malgré le durcissement des politiques commerciales américaines, le monde n'a pas sombré dans une guerre commerciale globale.

L'administration Trump a finalement adopté une approche pragmatique, concluant des accords bilatéraux avec le Royaume-Uni, le Japon, l'Indonésie, le Vietnam, les Philippines et l'Union européenne. Ces compromis ont réduit l'incertitude et limité la portée des droits de douane. Par ailleurs, plusieurs grandes économies — en Europe, Asie et Amérique latine — poursuivent leur ouverture commerciale via de nouveaux accords de libre-échange.

L'assouplissement monétaire soutient les échanges

Les baisses de taux d'intérêt dans les économies avancées redonnent de l'air au commerce mondial.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale prévoit une réduction de 100 points de base d'ici fin 2026, pour atteindre 3,25 %.

Dans la zone euro, la BCE a déjà

baissé ses taux de 200 points de base depuis mi-2024, à 2 %.

Ces mesures visent à stimuler l'investissement et la demande mondiale, deux leviers essentiels des flux commerciaux.

Les États-Unis et la zone euro représentant 40 % du PIB mondial, ce cycle d'assouplissement monétaire crée un effet multiplicateur sur les échanges internationaux.



Le monde s'adapte à une Amérique protectionniste, mais reste globalement favorable au commerce international.

Une résilience confirmée

En conclusion, malgré la montée du protectionnisme et les tensions commerciales, le commerce mondial en 2025 évite le scénario de récession.

Des indicateurs économiques solides, des accords de coopération et un environnement monétaire plus souple entretiennent un climat de résilience commerciale.

(Source: QNB Economics)



QNB Tunisia inaugure la première agence QNB First à Sfax



QNB Tunisia inaugure la première agence QNB FIRST à Sfax, confirmant son engagement à offrir à ses Clients Premium, une expérience bancaire d'exception, fondée sur des services bancaires innovants et des solutions financières adaptées à leurs besoins.

Cette ouverture marque une étape stratégique pour la banque qui confirme son engagement à offrir une expérience bancaire complète en harmonie avec le mode de vie de ses clients et à renforcer sa présence dans une

ville au rôle économique majeur.

Conçue d'un design moderne et élégant, l'agence propose une expérience bancaire personnalisée aux clients QNB FIRST, avec une équipe spécialisée dédiée à leur service et à la fourniture de conseils financiers et d'investissement adaptés.

Les clients QNB First bénéficient d'un accompagnement personnalisé, de conditions tarifaires avantageuses, de solutions d'épargne et d'investissement en plusieurs

devises, ainsi que de services de financement personnel sur mesure.

Avec cette nouvelle ouverture, QNB Tunisia étend son réseau, présent dans 11 gouvernorats, avec 3 agences QNB FIRST (à Tunis, Sousse et désormais à Sfax), 3 centres d'affaires dédiés aux entreprises (à Tunis et Hammam Sousse), ainsi qu'un bureau de change à l'aéroport Tunis-Carthage.

Site web : [QNB Tunisie](https://www.qnb.tn)

Tourisme en Tunisie |

Ahmed El Karm alerte sur les défis et trace des pistes de relance



Figure de proue du monde financier et des affaires en Tunisie, Ahmed EL KARM, ancien banquier (président du Conseil de direction d'Amen Bank), président du Conseil d'Administration de Tunisie Leasing et Factoring et président du Conseil bancaire et financier (CBF), a donné, le 18 décembre 2025, une conférence magistrale sur le tourisme tunisien. C'était à l'occasion de la tenue du 9ème forum

de l'Institut arabe des chefs d'entreprises (IACE) organisé cette année sur le thème « Le Tourisme en Tunisie : Vers de nouveaux horizons ».

Dans une longue communication, Ahmed El Karm coordinateur du Forum a établi un diagnostic du secteur, relevé les défis à affronter, évoqué les nouvelles tendances et s'est attardé les pistes à explorer pour consolider le secteur et en faire un levier de développement pérenne. En raison de sa pertinence, en voici une synthèse pour information .

Etat des lieux: moult difficultés à surmonter

D'après Ahmed El Karm, le tourisme tunisien est de nos jours confronté à plusieurs défis dont :

- **Le lourd héritage de la dette :** 20% des hôtels tunisiens sont à l'arrêt, en grande partie à cause de problèmes de dettes bancaires. L'orateur insiste sur la nécessité de restructurer ces dettes en collaboration avec les banques pour moderniser les infrastructures.
- **Le dilemme du « ciel ouvert »:** Le coût élevé des billets d'avion, dû à un manque de concurrence sur les vols réguliers, freine l'afflux des touristes qui se tournent de plus en plus vers les compagnies à bas coût.
- **La propreté, un enjeu national :** Le manque de propreté dans les villes touristiques est un obstacle majeur à l'image du pays. Pour l'orateur, toute la Tunisie doit être considérée comme une zone touristique.
- **Un besoin de formation :** La formation du personnel et des cadres doit être alignée sur

les standards internationaux pour améliorer la qualité du service offert.

Les nouvelles tendances du secteur

Au rayon des nouvelles tendances, Ahmed EL KARM a mis en lumière trois évolutions fondamentales dans le comportement des voyageurs.

- **Le virage technologique :** Les touristes utilisent désormais les plateformes en ligne pour organiser leurs voyages de manière autonome, en comparant les offres et en effectuant des réservations directes sans passer par les agences traditionnelles.
- **La quête d'expériences authentiques (tourisme de découverte):** Le voyageur moderne ne cherche plus seulement le soleil et la mer. Il est en quête d'expériences culturelles, d'un contact direct avec la population locale et d'une meilleure compréhension de la société visitée.
- **La sensibilité écologique :** La prise de conscience environnementale pousse les touristes à privilégier les destinations et les hébergements qui respectent l'environnement et réduisent leur empreinte carbone.

Les pistes à explorer pour perdurer

Pour Ahmed El karm, l'enjeu pour la Tunisie consiste à s'adapter à ces nouvelles tendances et à diversifier, à cette fin, l'offre touristique en ciblant des créneaux à forte valeur ajoutée.

- **Le tourisme pour seniors :** La Tunisie a une opportunité unique d'attirer les retraités européens, en proposant des visas longue durée et en tirant parti de son système fiscal avantageux.
- **Le tourisme de santé :** Avec ses cliniques privées modernes et ses médecins qualifiés, la Tunisie pourrait se positionner comme une alternative pour les Européens confrontés à de longs délais d'attente pour des

interventions chirurgicales.

- **Le tourisme écologique :** Il est crucial de valoriser et de préserver les richesses naturelles du pays pour attirer les voyageurs soucieux de l'environnement.
- **Le tourisme de luxe :** En adaptant ses services et infrastructures, la Tunisie pourrait séduire une clientèle aisée en constante augmentation à travers le monde.
- **Le tourisme chez l'habitant (le locatif):** En s'appuyant sur les 800 000 logements inoccupés, il serait possible de développer un tourisme authentique et original, en offrant aux visiteurs la possibilité de vivre une expérience immersive au contact de la population locale.

ABOU SARRA

en bref

- Lors du Forum IACE 2025, Ahmed El Karm a présenté un **diagnostic du tourisme tunisien**.
- **20 % des hôtels** sont fermés à cause des dettes bancaires.
- **Le coût élevé des billets d'avion** et le manque de propreté nuisent à l'image du pays.
- **Trois tendances** marquent le secteur : numérique, authenticité et écologie.
- El Karm propose **cinq axes de diversification** : tourisme senior, santé, écologique, luxe et hébergement chez l'habitant.
- **Objectif** : transformer le tourisme tunisien en levier durable de développement.



Un Thème **une édition exceptionnelle**



Découvrez notre collection exclusive

Tunisie |

La tendance boursière a été baissière cette semaine



La tendance boursière a été baissière sur la semaine du **29 septembre au 3 octobre 2025**.

Pénalisé par la mauvaise orientation de la majorité des indices sectoriels, le **TUNINDEX** s'est délesté de **-1 %**, à **12 288 points**.

Sa performance annuelle reste néanmoins positive, à **+24,2 %**, selon l'intermédiaire en bourse Tunisie Valeurs.

Volume des échanges

Sur le front des échanges, le volume total hebdomadaire a été relativement faible, totalisant **24,1 millions de dinars (MD)**, soit un volume quotidien moyen de **4,8 MD**.

La semaine a toutefois été marquée par une **transaction de bloc sur le titre SFBT** pour un montant de **2,6 MD**.

Analyse des aleurs

STIP en tête du palmarès

Le titre **STIP**, unique producteur de pneus en Tunisie, s'est hissé de **+18,2 %** à **3,700 D**.

La valeur n'a cependant pas drainé de flux significatif durant la semaine.

TUNINVEST-SICAR en progression

Dans un volume anémique de **29 mille dinars**, le titre **TUNINVEST-SICAR** a signé une avancée de **+4,6 % à 10,170 D.**

SANIMED en forte baisse

Le titre **SANIMED** a accusé la plus forte correction hebdomadaire.

Sans transactions notables, l'action du producteur d'articles sanitaires s'est effritée de **-15,2 % à 0,670 D.**

BNA Assurances en repli

Le titre **BNA ASSURANCES** a affiché un parcours décevant.

L'action du bras assurantiel du groupe BNA a reculé de **-7,5 % à 3,100 D**, dans un volume hebdomadaire de **135 mille dinars.**

SFBT, valeur la plus active

Le titre **SFBT** a été la valeur la plus dynamique de la semaine.

L'action du champion national des boissons est restée stable à **12,840 D**, avec un volume échangé de **6 MD.**

Les nouvelles du marché

Le **Conseil du Marché Financier (CMF)** a demandé à la société **SOTUVER** d'informer le marché sur l'état d'avancement de son projet d'ouverture du capital et de

partenariat stratégique avec un opérateur industriel international. En réponse, **SOTUVER** a précisé :

« La phase des audits d'acquisition est clôturée, et les documents contractuels sont en phase avancée de négociation. Le dossier a été soumis début septembre au ministère du Commerce et du Développement des Exportations. Il est attendu une signature d'ici la fin de l'année 2025. Aucun document engageant n'a été signé à ce jour. »

L'entreprise a ajouté qu'elle informera le public dès la signature de la documentation contractuelle.



FABA Santé |

Un chercheur tunisien primé pour un test cardiaque rapide



Le chercheur tunisien Mohamed Bjaoui a remporté la première place du Prix FABA Santé – Amina Ben Ayed. Il est maître-assistant en pharmacologie à la Faculté de Pharmacie de Monastir. Ce prix, à sa deuxième édition, récompense les jeunes chercheurs innovants en médecine.

Un diagnostic cardiaque en 15 minutes

Son projet primé propose une technique rapide et simplifiée pour dépister les maladies cardiaques. Il vise notamment l'insuffisance cardiaque et les accidents vasculaires cérébraux (AVC).

Le but est d'obtenir un diagnostic précoce à partir d'un simple échantillon de sang. Les résultats seraient disponibles en 15 minutes. Cette innovation orienterait le patient immédiatement vers le spécialiste pour une prise en charge rapide.

Mohamed Bjaoui utilisera la bourse FABA pour développer un prototype fonctionnel en laboratoire d'ici deux ans. Il souligne que la phase suivante nécessitera l'aide d'entreprises pharmaceutiques internationales. Ces partenariats assureront la production et la commercialisation à grande échelle.

Un autre projet pour les patients rénaux

Le chercheur travaille aussi sur un second projet. Il vise à créer des médicaments de substitution pour les patients souffrant de maladies rénales. Ces patients suivent souvent des traitements lourds comme la chimiothérapie ou les antibiotiques.

L'objectif est de proposer des formules sans effets secondaires sur les reins. Les patients pourront ainsi continuer leur traitement sans risque supplémentaire.

Le Prix FABA soutient l'innovation

Le Prix FABA Santé – Amina Ben Ayed soutient la recherche médicale et l'innovation scientifique en Tunisie. Le jury, composé d'experts, a récompensé quatre chercheurs tunisiens. Chacun reçoit une bourse de 30 000 dinars pour financer ses travaux.

La Fondation Abdelwahab Ben Ayed promeut ainsi une recherche appliquée et utile. Elle encourage les jeunes talents à explorer de nouvelles pistes thérapeutiques.

La BTE franchit une étape stratégique |

Migration réussie vers le standard international SWIFT ISO 20022



La Banque de Tunisie et des Émirats (**BTE**) annonce fièrement la réussite de sa migration vers le standard mondial SWIFT ISO 20022, marquant une avancée majeure dans la modernisation de ses plateformes d'échanges financiers et de ses infrastructures de paiement.

Ce projet stratégique, mené en étroite collaboration avec la SIBTEL, VITALYS et la Banque Centrale de Tunisie (BCT), ainsi qu'avec l'appui de nos prestataires techniques, s'inscrit dans la volonté de la BTE d'offrir des systèmes plus performants, plus sûrs et totalement alignés avec les évolutions réglementaires internationales.

Grâce à cette transition, la BTE se positionne parmi les premières

banques tunisiennes à adopter pleinement ce nouveau standard, reconnu pour sa richesse de données, la sécurité des échanges, la traçabilité accrue des transactions et la conformité renforcée aux exigences mondiales.

« *La réussite de cette migration illustre notre engagement à anticiper les mutations du secteur bancaire et à offrir à nos clients et partenaires des services fluides, sécurisés et à la hauteur des standards internationaux* », déclare Madame Feriel Chabrak, Directrice Générale de la BTE.

Ce chantier d'envergure a mobilisé les équipes IT, Opérations et Conformité de la BTE durant plusieurs mois, avec une phase approfondie de

préparation technique, de tests, de coordination et de certification auprès de SWIFT et de l'ensemble des parties prenantes.

« Au-delà de la technologie, ce projet est le résultat d'une rigueur collective, d'un engagement continu et d'un véritable esprit d'équipe. C'est une réussite dont nous pouvons être fiers », souligne M. Mohamed Belhassine, Chef de Projet DSI.

Entièrement pilotée en interne, cette migration confirme le savoir-faire technologique de la BTE, capable de conduire avec succès un déploiement critique sans interruption de service.

Avec cette réussite, la BTE renforce davantage sa position de banque moderne, solide et tournée vers l'avenir, déjà pionnière dans la région après son interconnexion aux plateformes PAPSS (Afrique) et BUNA (Monde arabe).

La mise en conformité au standard ISO 20022 ouvre de nouvelles perspectives d'innovation, d'intégration internationale et d'amélioration continue de l'expérience client.

Site web : [BTE](https://www.bte.tn)



Réinventons la banque ensemble !

1^{ère} Banque en ligne en Tunisie

OUVERTURE DE COMPTE



100% EN LIGNE



بنك تونس و الإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats



INTERVIEW EXCLUSIF |

Giuseppe Perrone, ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie :

“Nous œuvrons pour une véritable intégration de la Tunisie en Europe”



À l'heure où la Tunisie traverse des mutations profondes et doit faire face à de nombreux défis, l'Union européenne réaffirme son engagement en faveur d'une coopération juste et équitable où les intérêts des deux partenaires historiques sont préservés.

Dans l'entretien ci-après, Giuseppe Perrone, ambassadeur de l'UE, détaille les priorités de son mandat : relancer le partenariat stratégique, renforcer la coopération économique, énergétique et éducative, et placer la jeunesse tunisienne au cœur des projets communs.

Excellence, quelles sont vos priorités par rapport à l'actualité et à votre mandat ?

Les priorités de mon mandat sont étroitement liées à la relation stratégique entre la Tunisie et l'Union européenne, une relation historique que je souhaite voir évoluer vers une véritable intégration.

Lorsque je dialogue avec les citoyens et les autorités tunisiennes, je perçois une ambition forte de renforcer ces liens. Le peuple tunisien est profondément proche de

l'Europe, sans doute plus que d'autres peuples de la région, et les autorités partagent ce désir de consolidation.

Il revient bien sûr à la Tunisie de définir jusqu'où elle souhaite aller dans cette intégration.

Mon rôle est d'accompagner cette dynamique avec une vision stratégique. Il ne s'agit pas de promouvoir un programme spécifique, car certains projets réussissent mieux que d'autres. Ce qui compte, c'est de poser les fondations d'une relation bilatérale solide, fondée sur la confiance et le respect mutuel.

La question de la circulation des personnes illustre bien les différences de perception entre l'Europe et la Tunisie. Vous avez évoqué le fait que la Tunisie est l'un des pays les plus occidentalisés du monde arabe. Il est vrai que ce rapprochement a connu des revers ces dernières années, mais l'Europe aussi doit se positionner sur le niveau d'intégration qu'elle est prête à accepter. Ne croyez-vous pas ?

Nous avons toujours entretenu des relations privilégiées avec

la Tunisie, en explorant diverses formes de partenariat. Ce désir de perfectionnement est toujours présent. Il existe une conscience claire du caractère unique de la Tunisie, de sa culture et de son histoire.



« Le peuple tunisien est profondément proche de l'Europe, plus que d'autres peuples de la région. Cette proximité nourrit l'ambition de renforcer le partenariat bilatéral. »

Les conditions sont réunies pour approfondir ce partenariat, à condition de respecter la volonté des Tunisiens. Le niveau d'ambition ne peut être dicté unilatéralement : il doit être coconstruit. Je conçois cette relation comme une coopération respectueuse, où les deux parties décident ensemble du niveau d'engagement.

Alors que nous célébrons les 30 ans de l'accord d'association, nous sommes dans une position idéale pour relancer ce partenariat, avec une ambition élevée de part et d'autre. Je suis optimiste, tout en étant conscient des défis. Mais je crois fermement en la possibilité d'établir une relation fondée sur le respect mutuel.

Comment renforcer cette relation au-delà des échanges commerciaux loin de certaines perceptions, comme celle d'un prétendu tutorat européen sur la Tunisie ?

Sur le plan pratique, il faut envisager des actions concrètes à court et moyen terme. Cela implique une stratégie tactique, mais aussi une communication adaptée. Le partenariat ne repose pas sur une hiérarchie, mais sur l'écoute et l'adaptation mutuelle. Il s'agit de bâtir une vision partagée du futur, à travers un dialogue continu avec les Tunisiens.

Le commerce est la colonne vertébrale de notre relation. Le marché européen est le principal débouché des entreprises tunisiennes, représentant 70 % de leurs exportations.

Dans un contexte international marqué par des tensions sur le libre-échange, l'Union européenne reste un partenaire fiable, offrant des règles d'origine préférentielles, notamment dans le secteur textile. C'est une preuve tangible de notre engagement.

Ce partenariat peut-il résister aux crises géopolitiques et économiques actuelles ?



« Le marché européen représente 70 % des exportations tunisiennes. Le commerce demeure ainsi la colonne vertébrale du partenariat. »

Je pense que ces défis représentent une opportunité. Dans un monde où les incertitudes se multiplient, il est crucial de renforcer les éléments de stabilité et de confiance. La Tunisie sait qu'elle peut compter sur l'Union européenne, engagée dans le libre commerce et l'ouverture de ses marchés.

Nous soutenons activement la capacité exportatrice des entreprises tunisiennes. Nous avons récemment inauguré, avec la ministre de l'Industrie, de nouveaux équipements fournis par l'Union européenne pour renforcer l'infrastructure qualité soit l'amélioration et le développement des systèmes pour assurer la qualité et la sécurité des biens et services.

Cela permet aux entreprises tunisiennes de mettre en exergue leurs produits. Alors que certains pays restreignent leurs échanges, l'Union européenne adopte une posture inverse : elle ouvre ses

marchés et soutient l'industrie tunisienne, véritable pilier du développement économique du pays.

Qu'en est-il des secteurs des services et de l'agriculture, nombreux sont les opérateurs tunisiens qui considèrent que le marché européen est difficile d'accès pour eux surtout s'agissant des services ?

Nous allons en discuter lors du Conseil d'association prévu en octobre à Bruxelles, après six années d'interruption. Ce sera l'occasion de relancer la coopération bilatérale et d'adapter notre partenariat aux nouveaux défis mondiaux.

Nous sommes ouverts à écouter les propositions tunisiennes sur les biens, les services, et tous les domaines concernés. Ce dialogue est essentiel pour construire ensemble l'avenir de notre partenariat.

Quelles retombées concrètes attendez-vous des initiatives récentes, notamment dans le domaine de l'énergie ?

Le forum d'investissement de l'an dernier a marqué un

tournant, principalement dans le domaine de la transition verte. Il a permis de renforcer la collaboration bilatérale sur les plans économique et énergétique. Un mémorandum d'entente sur l'énergie a été signé, prévoyant environ 3 milliards d'euros d'investissements entre 2022 et 2026.

L'énergie devient ainsi un secteur gagnant-gagnant. Le forum a ouvert la voie à des projets concrets dans les renouvelables, en soutenant le régime des concessions et la préparation du réseau à leur intégration.



« Avec 3 milliards d'euros d'investissements prévus, l'énergie devient un secteur gagnant-gagnant qui ouvre la voie aux renouvelables et à l'intégration régionale. »

L'objectif est d'aider la Tunisie à atteindre 35 % d'énergie renouvelable. Pour cela, nous mobilisons des instruments financiers innovants, tels que le SUNREF (Sustainable Use Of Natural Ressources and Energy Finance) soutenu par l'Agence

Française de Développement (AFD) qui finance des projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

« Le projet Elmed et les financements européens visent à intégrer la Tunisie au réseau énergétique européen, renforçant son autonomie et ses exportations. »

Comment l'Union européenne agit-elle concrètement pour encourager l'investissement en Tunisie, notamment dans le secteur de l'énergie ?

L'objectif principal de tous ces mécanismes, notamment ceux liés à la Facilité européenne de développement, est de réduire le risque perçu par les investisseurs et ainsi de stimuler l'investissement en Tunisie.

C'est, à mon sens, un levier fondamental. Dans le domaine de l'énergie, plusieurs programmes majeurs sont en cours. L'Union européenne a mobilisé 200 millions d'euros pour la modernisation du réseau électrique tunisien.

Cela inclut l'acquisition de logiciels de gestion pour la STEG, en partenariat avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ainsi que la modernisation du centre de dispatching, financée conjointement avec l'Allemagne.

L'engagement dans ce secteur est considérable. Il n'y a pas longtemps, la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen, a souligné l'importance d'Elmed, un projet transformateur établissant la première connexion énergétique directe entre l'Afrique et l'Europe

à travers la Tunisie et l'Italie, et réunissant plusieurs partenaires autour d'un objectif commun : renforcer la capacité de production d'énergie renouvelable en Tunisie. Ce projet, en coopération avec l'Italie, bénéficie d'un engagement financier conséquent de la part de l'Union européenne. Il vise à rendre la Tunisie autosuffisante sur le plan énergétique, tout en soutenant sa capacité d'exportation.

Il s'agit donc d'un double objectif : autonomie et ouverture. Cela implique également un travail sur le régime des concessions, la construction d'infrastructures, et l'amélioration de l'efficacité énergétique. L'ambition est claire : intégrer la Tunisie au réseau énergétique européen. C'est un objectif ambitieux, mais surtout bénéfique pour la Tunisie.

Entretien conduit par Amel BelHadj Ali

« Le projet Elmed et les financements européens visent à intégrer la Tunisie au réseau énergétique européen, renforçant son autonomie et ses exportations. »

en bref

- Tunisie et UE marquent **30 ans** de partenariat.
- Giuseppe Perrone appelle à une **intégration** respectueuse et coconstruite.
- **Commerce** : l'UE absorbe 70 % des exportations tunisiennes.
- **Énergie** : 3 milliards € prévus entre 2022 et 2026, objectif 35 % renouvelables.
- **Modernisation du réseau tunisien** : 200 millions € engagés.
- **Projet Elmed** : première interconnexion énergétique Afrique-Europe.



Ooredoo lance Ooredoo Fintech et accélère sa stratégie numérique



Ooredoo a inauguré le nouveau bâtiment de sa filiale Ooredoo Fintech lors d'une cérémonie en présence de plusieurs dirigeants du groupe. L'événement s'est tenu en présence de Sheikh Ali Bin Jabor Bin Mohammad Al Thani, PDG de Ooredoo Qatar, Ahmad Al-Neama, PDG régional du groupe, Dr. Hamad Y. M. Al Nuaimi, Saad Subah Al-Kuwari, Bassam Al-Ibrahim et Michelangelo Mirko Giacco, PDG d'Ooredoo Fintech.

Un jalon stratégique pour le groupe

Cette inauguration symbolise une étape clé dans la stratégie

régionale d'Ooredoo. Elle s'inscrit dans la volonté du groupe d'étendre ses activités au-delà des télécommunications, vers les services financiers numériques. La création d'Ooredoo Fintech marque la préparation du lancement officiel de la filiale en Tunisie, prévu pour 2026.

Vers une inclusion financière élargie

Le projet vise à introduire des solutions de paiement et de gestion financière numériques adaptées au marché tunisien. Selon le groupe, ces services doivent renforcer l'inclusion

financière, soutenir la digitalisation des entreprises et favoriser l'autonomisation des particuliers.

Un appui à la transformation numérique du pays

Ooredoo Fintech ambitionne de jouer un rôle moteur dans la transformation digitale de l'économie tunisienne. Le lancement prévu en 2026 devrait accompagner les politiques publiques de modernisation du secteur financier et contribuer à la croissance de l'écosystème numérique local.

Giuseppe Perrone détaille la stratégie de l'UE en Tunisie



Dans la seconde partie de l'entretien accordé par Giuseppe Perrone, ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie, son excellence revient sur les volets concrets du partenariat tuniso-

européen : jeunesse et mobilité, soutien aux réformes économiques, mais aussi gestion de la question migratoire. Perrone plaide pour une approche équilibrée et une vision commune à l'horizon 2030.

Comment capitaliser sur le potentiel des jeunes talents tunisiens pour en faire un moteur durable de l'économie nationale ?

Je crois fermement que la jeunesse représente pour la Tunisie un atout majeur à développer. Nous avons mis en place de nombreux programmes pour encourager la créativité et offrir des opportunités concrètes. Je citerai notamment les 170 millions d'euros de lignes de crédit accordées par la Banque européenne d'investissement, via le système bancaire tunisien, au bénéfice des petites et moyennes entreprises. Ce dispositif est accompagné de 8 millions d'euros d'assistance technique pour aider ces entreprises à en tirer pleinement parti.

Mais nous sommes aussi conscients du phénomène de fuite des cerveaux. Il est donc essentiel que la Tunisie bénéficie en priorité de cette créativité. Nous mettons l'accent sur ce que nous appelons la mobilité circulaire : permettre aux jeunes de vivre des expériences en Europe, puis de revenir en Tunisie pour contribuer à l'élan économique du pays.

L'Union européenne dispose d'un instrument unique pour cela : les appuis budgétaires. Ils permettent d'accompagner les autorités tunisiennes dans la mise en œuvre de réformes économiques et sociales qu'elles jugent essentielles. Nous investissons également dans le système éducatif tunisien : le programme PASE, doté de 65 millions d'euros, vise à renforcer les opportunités locales pour la jeunesse, en

soutenant l'éducation et la formation.

Certains évoquent une contradiction entre le soutien européen et le choix des cabinets d'expertise. Qu'en pensez-vous ?

Il est vrai que la Tunisie dispose de cabinets d'expertise et de consultants de grande qualité. Dans la mise en œuvre des programmes, les choix sont faits conjointement avec les autorités tunisiennes. L'Union européenne a des règles strictes, valables dans le monde entier, pour garantir la qualité des programmes. Ces choix ne sont jamais imposés unilatéralement.

Comment l'Union européenne s'assure-t-elle de l'impact réel de ses programmes en Tunisie ?

Nous avons mis en place des mécanismes d'évaluation tout au long de la mise en œuvre, notamment à travers des comités de pilotage conjoints avec les autorités tunisiennes. De nombreuses agences tunisiennes participent à la mise en œuvre des programmes. Il ne s'agit pas uniquement de cabinets étrangers : nous collaborons aussi avec des entités locales, y compris des organisations de la société civile.

L'économie sociale et solidaire a généré des emplois directs. L'Union européenne est-elle prête à renforcer son soutien ?

Absolument. Notre objectif est de rendre les entrepreneurs autonomes à terme. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre du programme Jeunesse, qui a eu un impact fort, en particulier auprès des populations vulnérables : jeunes, femmes, personnes en situation de handicap. Le gouvernement tunisien prépare actuellement le cadre secondaire de mise en œuvre, que nous suivons de près.

Comment éviter que la question migratoire n'occulte les autres volets du partenariat tuniso-européen ?

Le Mémoire d'Entente signé en 2023 est un accord stratégique structuré autour de cinq piliers, dont la migration n'est qu'un volet. Nous avons une coopération positive sur la lutte contre les trafics et la promotion de la mobilité circulaire. Ce qu'il faut combattre, c'est la migration illégale et sauvage.

Comment dépasser la vision selon laquelle la Tunisie serait devenue la

“gardienne des frontières européennes” ?

Nous devons travailler ensemble pour lutter contre les trafics d’êtres humains et promouvoir une migration légale, encadrée, créatrice d’opportunités mutuelles. La mobilité circulaire est au cœur de cette démarche.

Comment l’Union européenne accompagne-t-elle les réformes économiques en Tunisie ?

Malgré une période internationale difficile, les investissements européens en Tunisie ont augmenté. L’UE accompagne les réformes en fournissant analyses et comparaisons, mais la décision finale appartient à la Tunisie. Notre rôle est de soutenir, pas d’imposer.

À quoi pourrait ressembler

le partenariat Tunisie–UE à l’horizon 2030 ?

La commissaire Dubravka Suica présentera bientôt le Pacte pour la Méditerranée. Ce pacte offre à la Tunisie l’opportunité de construire une relation stratégique et structurante. La volonté est forte des deux côtés pour approfondir l’intégration.

Pensez-vous cela aisé à voir la montée des extrêmes droites en Europe?

Certes, nous observons la montée de courants politiques extrêmes. Mais les dynamiques structurelles profondes orientent vers une meilleure intégration méditerranéenne. La Méditerranée est au cœur du Pacte et nous unit. Les récentes mobilisations pour la Palestine illustrent cette sensibilité croissante des Européens aux enjeux régionaux.

en bref

- La jeunesse est considérée comme l’atout majeur de la Tunisie.
- L’UE soutient les PME, l’éducation et la mobilité circulaire.
- Les programmes impliquent cabinets locaux et agences tunisiennes.
- L’économie sociale et solidaire bénéficie d’un appui structuré.
- La migration doit être encadrée, dans une vision gagnant-gagnant.



WEBMANAGERCENTRE

Quel est le secret de la réussite de Dabchy.com ?

À LA UNE

INTERVIEW

CONTACT US →

WMC
Lemag



L'UBCI réaffirme son leadership en matière de RSE



de son label « Engagé RSE » au niveau « confirmé » délivré par AFNOR Certification, organisme indépendant et expert, ainsi que l'obtention de la certification internationale « Responsibility Europe ».

Déjà distinguée en 2022, l'UBCI confirme cette année ses progrès dans la mise en œuvre des principes de l'ISO 26000. Le label « Engagé RSE », basé sur une évaluation rigoureuse couvrant plusieurs sites et de nombreux entretiens avec les parties prenantes, atteste de la qualité et de la crédibilité de ses pratiques. Il reconnaît l'engagement de la banque dans des domaines essentiels tels que la gouvernance, la relation client, l'implication dans les communautés et le développement local, les relations et conditions de travail, la protection de l'environnement, la loyauté des pratiques, et le respect des droits de l'homme.

L'UBCI renouvelle son label « Engagé RSE » délivré par l'AFNOR et décroche la certification internationale « Responsibility Europe ».

L'Union Bancaire pour le

Commerce et l'Industrie (UBCI) franchit une nouvelle étape dans son engagement en faveur du développement durable et de ses axes de responsabilité. En septembre 2025, la banque annonce le renouvellement

Par ailleurs, la certification « **Responsibility Europe** », fruit d'une initiative du Groupe AFNOR (France), de l'INDR (Luxembourg) et d'Ecoparc (Suisse), place l'UBCI parmi les entreprises les plus exigeantes et pragmatiques en

matière de RSE. Ce label atteste de la valeur ajoutée réelle des actions menées et contribue directement aux **Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU**.

Ces distinctions reconnaissent **la rigueur et l'efficacité de la démarche RSE de la banque**, illustrant sa capacité à transformer ses engagements en actions concrètes, mesurables et à fort impact.

Les axes de responsabilité de l'UBCI

Depuis 2015, la démarche RSE de l'UBCI est structurée sur quatre axes indissociables :

- **La Responsabilité Economique** se traduit par un financement éthique d'activités contribuant au développement économique et social dans toutes les zones d'implantation, avec un accompagnement des clients visant à garantir des pratiques durables et responsables.

- **La Responsabilité Sociale** engage la banque dans une démarche proactive et humaine, valorisant le dialogue social, la santé et le bien-être des collaborateurs, la diversité, l'égalité des chances et l'encouragement à des initiatives solidaires.

- **La Responsabilité Civile** reflète l'ADN citoyen de l'UBCI, qui s'engage activement en faveur de l'éducation, de la culture et de la lutte contre l'exclusion, à travers des actions de mécénat et la promotion de l'inclusion sociale.

- **La Responsabilité Environnementale** place l'UBCI en tant qu'acteur majeur de l'économie, dans la protection de l'environnement, et la mise en œuvre d'actions internes pour réduire son empreinte carbone et protéger la biodiversité.

Une démarche crédible et impactante

Cette double reconnaissance confirme la solidité de **la démarche RSE de l'UBCI. Banque engagée et citoyenne**, elle œuvre en faveur de l'économie verte, accompagne ses clients dans leurs transitions et déploie de multiples initiatives sociales et environnementales. Fidèle à sa mission, l'UBCI réaffirme son rôle d'acteur responsable, résolument tournée vers la transformation de ses engagements en actions concrètes et vers la construction d'un avenir durable et inclusif.



Argentine |

Des impôts locaux acquittés en cryptomonnaie : Impôts en cryptos, voitures électriques et IA au programme



Buenos Aires dévoile un plan technologique ambitieux. La capitale argentine veut devenir un pôle régional d'IA et d'innovation. Elle combine

fiscalité numérique, électromobilité et industries créatives. Ce plan doit transformer son économie et sa gestion publique.

Une ville change de cap

« Nous sommes en pleine mutation, » affirme le maire Jorge Macri. Il ajoute : « Une ville innovante repose sur la technologie, le design, la programmation et les arts audiovisuels. » L'IA jouera un

rôle central dans l'éducation, la sécurité et les services publics.

Ce plan s'appuie sur une trentaine d'universités de la capitale. Il profite de plus de dix ans de politiques locales de développement économique.

Projets concrets : Payer en cryptomonnaies et recharger des véhicules

L'initiative phare s'appelle « BA Cripto ». Elle permet aux habitants de régler leurs impôts en monnaies numériques.

La loi sur l'électromobilité prévoit l'installation de 400 bornes de recharge publiques et privées. La ville n'en compte que 42 aujourd'hui, toutes dans des

espaces privés. Ces 400 bornes seront installées d'ici deux ans.

« Nous voulons devenir une référence régionale pour les infrastructures de recharge, » précise la mairie. La ville soutient ainsi un secteur sans émissions polluantes.

L'économie créative au cœur de la stratégie

La ville a signé un partenariat avec le pôle madrilène des industries créatives et du jeu vidéo. Cet accord renforce l'écosystème local. Il doit attirer des investissements étrangers. Les autorités misent sur ces secteurs pour créer de nouveaux emplois et stimuler la croissance.

L'IA, moteur central de la transformation

L'intelligence artificielle est déjà utilisée en éducation, santé, énergie et sécurité. Elle devient le levier principal de la transformation.

« Le changement se produira plus vite et avec une plus grande intensité », insiste Jorge Macri. « Nous voulons être une ville leader en matière d'IA ». Le maire conclut : « Nous n'y parviendrons pas seuls. Les habitants restent le plus important. »

Cette stratégie ambitieuse et structurée vise un but. Elle veut positionner Buenos Aires comme une capitale régionale de l'innovation. Elle cherche à attirer les talents, les capitaux et les technologies de pointe.



Tunisiens à l'étranger |

Leurs transferts dépassent le tourisme et les exportations



Les transferts des Tunisiens résidant à l'étranger ont atteint 6,5 milliards de dinars à fin septembre 2025, contre 6 milliards à la même période de 2024, selon la Banque centrale de Tunisie (BCT). Cette progression confirme le rôle déterminant de la diaspora dans le financement de l'économie nationale et la stabilité de la devise. Une source fiable de devises

Ces flux financiers demeurent une ressource stable et régulière, plus prévisible que les recettes touristiques ou les exportations. Les transferts des Tunisiens à

l'étranger constituent ainsi un pilier stratégique de la balance des paiements et un soutien structurel à la stabilité financière du pays.

Selon la BCT, ces envois, libellés principalement en euros, ont connu une accélération continue ces dernières années. Ils traduisent l'impact de la hausse de l'émigration tunisienne, notamment depuis 2011, vers les pays de la zone euro.

Une émigration qualifiée en hausse

Cette tendance s'explique par le départ croissant de cadres supérieurs et de professionnels qualifiés : médecins, ingénieurs, spécialistes en technologies de l'information et personnel paramédical. Ces profils, mieux rémunérés et insérés dans

les économies européennes, contribuent à renforcer la régularité et le volume des transferts.

Un appui macroéconomique durable

Au-delà du soutien aux familles, les fonds envoyés par les Tunisiens de l'étranger représentent une ressource macroéconomique majeure. Ils participent activement à l'équilibre de la balance des paiements et permettent à la Tunisie de maintenir un niveau de réserves suffisant.

La couverture des importations s'établit ainsi à 104 jours, un seuil jugé stable par la BCT.

Un lien économique et affectif

Ces chiffres traduisent la résilience et l'attachement de la communauté tunisienne à l'étranger envers son pays d'origine. Malgré la distance et les défis économiques, les Tunisiens à l'étranger continuent de contribuer activement à la solidité de l'économie nationale.



ESET Research alerte sur les méthodes du groupe DeceptiveDevelopment, du faux entretien d'embauche au vol crypto.



- [ESET](#) Research publie une analyse détaillée des relations entre le groupe DeceptiveDevelopment et des travailleurs IT présumés nord-coréens, révélant des liens étroits entre leurs activités.
- Les campagnes reposent sur des techniques d'ingénierie sociale avancées, comme les faux entretiens d'embauche et la méthode ClickFix, pour propager des malwares et voler des crypto-actifs.
- ESET estime qu'un objectif secondaire est possible, l'espionnage.
- L'étude s'appuie aussi sur des données **OSINT**, mettant en évidence les stratégies frauduleuses d'emploi utilisées par des informaticiens présumés nord-coréens pour infiltrer des entreprises.

ESET Research publie une analyse approfondie sur **DeceptiveDevelopment**, aussi connu sous le nom de **Contagious Interview** ; un groupe APT aligné sur la Corée du Nord et actif depuis au moins 2023. Ce groupe cible principalement les développeurs indépendants impliqués dans des projets crypto et Web3, sur Windows, Linux et macOS, dans le but de dérober des crypto-actifs. L'étude retrace l'évolution du groupe depuis ses premiers malwares jusqu'aux outils actuels sophistiqués, révélant des campagnes fondées sur l'ingénierie sociale avancée : faux entretiens d'embauche et technique ClickFix. L'étude, présentée à la conférence Virus Bulletin, inclue une analyse OSINT sur les opérations frauduleuses liée à l'emploi et menées par des informaticiens affiliés à la Corée du Nord.

Actif depuis 2023, DeceptiveDevelopment se concentre sur le gain financier en ciblant prioritairement les développeurs des écosystèmes crypto et Web3. Le groupe privilégie l'ingénierie sociale pour l'accès initial : technique ClickFix et faux profils de recruteurs similaires à l'opération DreamJob de Lazarus. Le but est de fournir du code trojanisés lors d'entretiens d'embauche mis en scène. Leur arsenal comprend les infostealers

BeaverTail, OtterCookie et WeaselStore, ainsi que le RAT modulaire InvisibleFerret.

« Les attaquants créent de faux profils de recruteurs sur les réseaux sociaux. Ensuite, ils contactent spécifiquement des développeurs de projets crypto pour leur fournir du code trojanisé lors de processus d'entretien fictifs », explique **Peter Kálnai, co-auteur de la recherche**. « Ces attaquants compensent une sophistication technique modérée par des opérations à grande échelle et une ingénierie sociale créative, parvenant à compromettre même des cibles techniquement averties. », ajoute Kálnai.

Ils exploitent des comptes légitimes compromis et des profils factices sur LinkedIn, Upwork, Freelancer.com et Crypto Jobs List, proposant de fausses opportunités lucratives. Les victimes doivent réaliser des défis de code ou des tâches préparatoires à l'entretien. Le groupe a personnalisé la méthode ClickFix : les victimes sont dirigées vers un faux site d'entretien nécessitant un formulaire détaillé chronophage. À l'étape finale d'enregistrement vidéo, une erreur factice de caméra s'affiche avec un lien "résoudre le problème". Ce dernier invite l'utilisateur à exécuter une

commande terminal censée corriger le dysfonctionnement, mais qui télécharge et lance le malware.

L'étude révèle des connexions avec les campagnes de travailleurs informatiques nord-coréens. Selon l'affiche « Most Wanted » du FBI, cette opération existe depuis avril 2017 et vise l'emploi frauduleux dans des entreprises pour financer le régime. Les travailleurs volent également des données internes à des fins d'extorsion. L'analyse OSINT d'ESET montre un glissement des cibles américaines vers l'Europe (France, Pologne, Ukraine, Albanie).

Les attaquants exploitent massivement l'IA : ils génèrent des contenus professionnels notamment des CV, manipulent des photos de profil, créent des deepfakes en temps réel lors d'entretiens vidéo sur Zoom, MiroTalk, FreeConference ou Teams. Cette menace hybride combine criminalité traditionnelle (usurpation d'identité) et cybercriminalité, exposant les entreprises à des risques de sécurité majeurs, notamment en cas d'embauche de personnel issu de pays sous sanctions. Ils se concentrent principalement sur l'emploi et le travail contractuel en occident, en donnant la priorité aux États-Unis.

« Les activités de DeceptiveDevelopment illustrent une menace hybride, mêlant fraude à l'identité et cyberattaques. Leur approche combine des techniques classiques avec des outils numériques modernes, ce qui les rend particulièrement difficiles à détecter. » conclut Kálnai.

Pour une analyse détaillée des opérations et des outils de DeceptiveDevelopment, consultez le livre blanc d'ESET Research « [DeceptiveDevelopment : From primitive crypto theft to sophisticated AI-based deception](#) ». Il détaille l'évolution des outils **InvisibleFerret** et **BeaverTail**, tout en révélant des liens avec le **RAT PostNapTea** du groupe Lazarus. Il analyse

également les nouvelles boîtes à outils **TsunamiKit** et **WeaselStore**, ainsi que les fonctionnalités de leur serveur C&C et API.

À propos d'ESET

ESET® entreprise européenne de cybersécurité reconnue mondialement, se positionne comme un acteur majeur dans la protection numérique grâce à une approche technologique innovante et complète. Fondée en Europe et disposant de bureaux internationaux, ESET combine la puissance de l'intelligence artificielle et l'expertise humaine pour développer des solutions de sécurité avancées, capables de prévenir et contrer efficacement les cybermenaces émergentes, connues et inconnues. Ses

technologies, entièrement conçues dans l'UE, couvrent la protection des terminaux, du cloud et des systèmes mobiles, et se distinguent par leur robustesse, leur efficacité et leur facilité d'utilisation, offrant ainsi une défense en temps réel 24/7 aux entreprises, infrastructures critiques et utilisateurs individuels. Grâce à ses centres de recherche et développement et son réseau mondial de partenaires, ESET propose des solutions de cybersécurité intégrant un chiffrement ultra-sécurisé, une authentification multifactorielle et des renseignements approfondis sur les menaces, s'adaptant constamment à l'évolution rapide du paysage numérique.





GLOBALE PRÉVOYANCE

**Un cadeau précieux pour surmonter
les coups durs de la vie**

Vieillesse en Tunisie |

Quels défis avec 2 millions de seniors ?



Les résultats détaillés du recensement général de la population et de l'habitat de 2024, publiés ce lundi par l'Institut national

de la statistique (INS), confirment une tendance majeure : la population tunisienne vieillit. La part des personnes âgées de 60

ans et plus a atteint 16,88 %, contre 11,38 % dix ans plus tôt.

Plus de deux millions de Tunisiens de 60 ans et plus

La Tunisie compte désormais 2 020 772 personnes âgées. Plus du tiers de cette population (34,4 %) réside dans le deuxième district, qui regroupe les gouvernorats du Grand Tunis, de Nabeul et de Zaghouan. Le troisième district (Siliana, Sousse, Kasserine, Kairouan, Monastir, Mahdia) concentre 23,48 % des seniors.

Couverture sanitaire et protection sociale contrastées

Selon l'INS, 88 % des personnes âgées bénéficient d'une couverture sanitaire. En revanche, seule une moitié d'entre elles (52 %) est couverte par les systèmes de protection sociale. La répartition reste inégale : 72,2 % des hommes contre seulement 33,2 % des femmes bénéficient de cette couverture.

Revenus des personnes âgées

La majorité des seniors dispose d'une source de revenu. Le recensement indique que 69,7% d'entre eux, hommes et femmes confondus, perçoivent une ressource régulière.

Une population totale proche de 12 millions

Le recensement de 2024 établit également que la population totale de la Tunisie à 11.972.169 habitants. La répartition par genre reste équilibrée : 50,7 % de femmes et 49,3 % d'hommes.

Ces données dressent un tableau précis des dynamiques démographiques et sociales en Tunisie, avec un vieillissement rapide de la population et des défis persistants en matière de protection sociale et d'égalité hommes-femmes.

en bref

Chiffres clés

- **16,88 %** — Part des seniors en Tunisie en 2024.
- **2 020 772** — Nombre de Tunisiens âgés de 60 ans et plus.
- **88 %** — Seniors bénéficiant d'une couverture sanitaire.
- **52 %** — Seniors couverts par la protection sociale.
- **11 972 169** — Population totale de la Tunisie en 2024.



- HEBDO
- HORS-SERIES
- DOCUMENTS - RAPPORTS
- COLLECTIONS

CONTACT US

Phone Number
+216 71 962 775

Website
webmanagercenter.com



Pourquoi les fruits tunisiens coûtent-ils si cher aux consommateurs locaux ?



Une remarque : depuis, deux ou trois années, les consommateurs tunisiens se plaignent des prix trop élevés des fruits de saison (à l'exclusion ici des produits de terroir classiques (huile d'olive, dattes, grenades, agrumes, fruits de mer..)). Même l'Organisation tunisienne pour informer le consommateur (OTIC) est du même avis. L'argumentaire de l'OTIC est particulièrement

convaincant. Elle estime que cette hausse des prix n'est aucunement justifiée au regard du rapport coût de production/ prix de vente en détail.

Une explication possible : l'exportation

En dépit de cette analyse, une autre explication est avancée. Le gouvernement tend à exporter davantage de fruits afin d'obtenir des devises pour financer les importations et le service de la dette. Cette stratégie s'inscrit dans un contexte marqué par le refus

du FMI d'accorder des facilités de paiement et par un quasi-embargo financier extérieur. La Tunisie rencontre ainsi de grandes difficultés à accéder aux marchés financiers internationaux, et lorsqu'elle obtient des crédits, c'est souvent à des taux élevés, comme avec l'Afreximbank.

Le rôle du GIF dans l'export

Concernant les fruits, le Groupement interprofessionnel des fruits (GIF) s'est chargé de l'exportation, mettant en avant la qualité reconnue des produits tunisiens. Cela explique leur forte rémunération à l'export et, par

effet d'entraînement, leur cherté sur le marché intérieur. En 2025, la Tunisie a exporté durant les sept premiers mois pour 96,3 MD. Ces recettes apparaissent désormais dans les statistiques officielles du commerce extérieur.

Croissance des exportations en 2025

Selon le GIF, les exportations de fruits tunisiens ont connu une croissance significative en 2025 grâce à de nouveaux débouchés et une demande accrue pour les produits à haute valeur ajoutée. Du 1er janvier au 15 août 2025, la Tunisie a exporté 24 000 tonnes de fruits pour une valeur de 96,3 MD, contre 20 600 tonnes et 64,1 MD à la même période en 2024.

- **Libye** : premier client, avec 20 200 tonnes pour 57 MD, contre 16 300 tonnes et 45,2 MD en 2024.
- **Émirats arabes unis** : deuxième rang avec 775 tonnes pour 13,8 MD.
- **Nouveaux marchés** : Inde (5,2 MD) et Qatar (2,5 MD).
- **Partenaires traditionnels** : la France (1 031 tonnes pour 2,7 MD) et l'Italie, en baisse (886 tonnes contre 2 482 tonnes en 2024).

Les exportations concernent particulièrement la pastèque et

les fruits à noyaux (abricots et pêches).

La performance de Gabès

Mention spéciale pour la région de Gabès, qui a particulièrement progressé en matière d'exportation de primeurs. Selon le commissariat régional au développement agricole, les exportations de primeurs géothermiques ont augmenté de 51 % en 2024-2025 par rapport à la campagne précédente.

Les quantités exportées ont atteint 36 397 tonnes contre 24 175 tonnes la saison passée. Elles proviennent d'une superficie exploitée par neuf entreprises et un groupe de 49 petits agriculteurs dans la région de Ben Ghilouf, à El Hamma Ouest. La superficie cultivée était de 183 hectares.

Le secteur des primeurs géothermiques, concentré à El Hamma, El Hamma Ouest et El

Hicha-Bouderf, reste l'un des plus prometteurs du gouvernorat. Une dynamique renforcée par de nouveaux investissements, dont l'extension du projet « Farhat El Hicha » à Bouderf. Ce partenariat tuniso-néerlandais prévoit 10 hectares de serres pour la tomate cerise, pour un investissement de 35 MD.

Une question éthique en suspens

Au-delà de cette percée à l'export, une question d'éthique se pose. Les Tunisiens ne méritent-ils pas de consommer ces fruits à des prix acceptables ? Si la tendance se poursuit, les consommateurs, déjà fragilisés par un pouvoir d'achat en baisse, risquent de ne plus avoir accès à leurs propres produits.

C'est, tout simplement, dramatique et affligeant !!!.

ABOU SARRA

en bref

Indicateurs clés

- **96,3 MD** : valeur des exportations de fruits du 1er janvier au 15 août 2025.
- **+51 %** : hausse des exportations de primeurs géothermiques à Gabès en 2024-2025.
- **20 200 tonnes** : exportées vers la Libye en 2025.
- **13,8 MD** : recettes issues des exportations vers les Émirats arabes unis.

Tunisie |

Le nombre de logements quadruplé en un demi-siècle



Le nombre total de logements en Tunisie a été multiplié par quatre entre 1975 et 2024, passant de 1 021 800 unités à plus de 4 millions, selon une note intitulée « Flash Logements » publiée par l'Institut national de la statistique (INS). Parmi ces logements, 80,7 % sont habités et 19,3 % sont vacants.

Entre 2014 et 2024, le pays a enregistré une hausse nette de 975 700 logements, soit une moyenne de 97 600 logements

supplémentaires par an. Le recensement 2024 fait état de 3 095 900 logements urbains (72,6 %) contre 1 169 800 ruraux (27,4 %).

Urbanisation et basculement démographique

En 1975, la tendance était inverse : on comptait 557 300 logements ruraux contre 464 500 urbains.

Depuis 1984, les logements urbains dépassent ceux des zones rurales, et l'écart n'a cessé de se creuser au fil des décennies.

Sur la période 2014-2024, les plus fortes croissances ont été enregistrées à :

- Nabeul (+85 100 logements),
- Sfax (+80 900),
- Sousse (+78 600),
- Tunis (+61 700).



Analphabétisme

Les résultats du recensement général de la population et de l'habitat de 2024, publiés par l'Institut national de la statistique (INS), révèlent que 17,3 % des Tunisiens, soit près d'un habitant sur six, sont analphabètes. Ce chiffre concerne une population totale de 11,9 millions d'habitants.

Analphabétisme féminin plus marqué

Le phénomène touche plus fortement les femmes, avec un taux de 22,3 %, contre 12 % chez les hommes. Les disparités de genre sont particulièrement visibles dans les zones rurales, où l'accès limité à l'éducation a longtemps pesé sur les générations précédentes.

Des écarts régionaux considérables

Les données de l'INS soulignent également de fortes disparités territoriales. Les gouvernorats de Jendouba, Kairouan, Sidi Bouzid, Kasserine et Siliana enregistrent les taux d'analphabétisme les plus élevés, oscillant entre 25 et 28,5 %. À l'inverse, Ben Arous (10,12 %) et Monastir (11,21 %) affichent les niveaux les plus faibles.

Un défi social persistant

Malgré les efforts déployés depuis des décennies pour renforcer l'accès à l'éducation, l'analphabétisme demeure une réalité préoccupante en Tunisie.

Les gouvernorats à plus faible progression sont Tozeur (+7 500), Le Kef (+11 900) et Siliana (+13 300).

Typologie des logements

Le logement jumelé ou à étage jumelé domine le parc avec 49,1 % des habitations. Les villas ou duplex représentent 26,1 %, tandis que les logements traditionnels (houch, dar arbi, borj) constituent encore 15,9 % du total. Les appartements restent minoritaires (8,4 %), et les logements rudimentaires sont quasi inexistants (0,5 %).

Occupation et répartition

Au moment du recensement, 3 440 207 logements étaient occupés, soit 80,7 % du total. La proportion s'élève à 82,4 % en milieu urbain et 75,9 % en milieu rural. Les logements secondaires (souvent liés à la diaspora) sont estimés à 383 100 unités (9 %), tandis que les logements vacants atteignent 424 900 (10 %).

Évolution des structures d'habitation

Les logements d'une seule pièce ne représentent plus que 2,8 % du total, contre 40,9 % en 1975. Les logements de trois pièces (46,6 %) et quatre pièces (25 %) sont désormais majoritaires, traduisant une amélioration nette

des conditions d'habitat. Les habitations de cinq pièces et plus représentent 7,3 %, tandis que celles de deux pièces constituent 18,3 %.

Taille et matériaux de construction

Les logements tunisiens sont aujourd'hui majoritairement de taille moyenne (50 à 199 m²). La part des habitations de moins de 50 m² est en baisse, tout comme celle des logements dépassant 200 m². Concernant les matériaux, 99,8 % des constructions utilisent la pierre, la brique, la dalle ou le béton, aussi bien en zone urbaine que rurale.

Accès aux équipements de base

- Électricité : 97,7 % des logements raccordés (97,9 % urbain / 97 % rural)
- Eau potable : 87,3 % au total (96,3 % urbain / 61,4 % rural)
- Assainissement ONAS : 62,9 % (82 % urbain / 8 % rural)
- Énergie solaire : 3 % des logements (3,5 % urbain / 1,4 % rural)

Ces chiffres traduisent une quasi-électrification totale du pays, mais aussi des disparités persistantes entre villes et campagnes pour l'accès à l'eau et à l'assainissement.

«NAJAH -Hayett Assurances-» lui bâtir aujourd'hui le succès de demain



Investissez dès maintenant dans l'avenir de vos enfants

Assurance NAJAH est une nouvelle solution d'assurance spécialement conçue pour financer les études supérieures et

faciliter l'entrée dans la vie active des enfants.

Dans un contexte où les coûts de l'éducation continuent de croître, Assurance NAJAH se positionne comme une réponse flexible et adaptée à tous les budgets.

Une formule flexible et accessible

Assurance NAJAH permet aux parents de constituer une bourse pour leurs enfants dès aujourd'hui.

Les souscripteurs peuvent déterminer l'âge auquel leur enfant commencera à bénéficier de la bourse, ainsi que la durée et le montant de celle-ci. Cette flexibilité permet de répondre aux besoins spécifiques de chaque famille.

Des garanties multiples pour une tranquillité d'esprit

En plus de l'épargne, Assurance NAJAH propose des garanties complémentaires en option, assurant des bourses en cas de décès du souscripteur. Cela garantit que, même en cas de malheur, l'avenir financier de l'enfant sera protégé.

Un rendement attractif et sécurisé

Avec Assurance NAJAH, l'épargne est rémunérée à un taux de rendement minimum garanti,

annoncé chaque année par Assurances Hayett. De plus, une participation aux bénéfices, représentant au moins 90% du taux de rendement des fonds gérés, s'ajoute à ce rendement, offrant ainsi une croissance stable de l'épargne.

Une épargne disponible à tout moment

Partiel ou de demander le rachat

total de l'épargne en cas de besoin de trésorerie. Une lettre d'information annuelle, envoyée dès que le contrat atteint deux ans, permet de suivre l'évolution de la bourse assurée.

À propos d'Assurances Hayett

Assurances Hayett est un leader dans le secteur de l'assurance vie en Tunisie, proposant une gamme

complète de produits d'assurance pour les particuliers et les entreprises. Avec une mission axée sur l'innovation et la fiabilité, Assurances Hayett continue d'offrir des solutions adaptées aux besoins de ses clients.

Pour plus d'informations sur Assurance NAJAH, visitez notre site web: <https://www.hayett.tn/particuliers/epargne/epargne-education/najah>

Avec NAJAH® lui Bâtir aujourd'hui le Succès de demain

- Une bourse ou un capital lorsque **votre enfant** aura atteint l'âge pour s'installer dans la vie active en disposant des ressources financières nécessaires ;

- Une rente en cas de survenance d'aléas de la vie.



**« Demain,
mes rêves
se réaliseront »**

Firas Dhaouadi |

EdTrust rapproche l'école des familles et libère du temps pour les enseignants



Lancée en pleine crise du COVID-19, la startup tunisienne EdTrust s'est rapidement imposée comme un acteur clé de la digitalisation de l'école. Portée par une vision ambitieuse – «métamorphoser

l'éducation en Afrique grâce à l'IA» – elle veut alléger la gestion des établissements, la rendre plus fluide et plus efficiente, renforcer le lien entre enseignants et parents, et offrir aux élèves un suivi personnalisé.

Après une première levée de fonds, EdTrust prépare désormais son expansion en Afrique de l'Est et entend devenir une référence continentale de l'edtech.

Entretien avec Firas Dhaouadi, cofondateur d'EdTrust :

A quel moment l'idée de créer EdTrust est apparue ?

Ce fût en 2020, pendant la pandémie de COVID-19. Avant EdTrust, nous dirigions déjà une société de développement logiciel. Un jour, un directeur d'école est venu nous voir car il rencontrait énormément de difficultés à gérer son établissement « à l'ancienne » : trop de papiers, une communication compliquée avec les parents et les enseignants, et un suivi des élèves peu efficace. Il nous a demandé s'il existait une solution digitale pour l'aider.

C'est à partir de ce besoin concret que nous avons réalisé que le problème n'était pas isolé beaucoup d'écoles vivaient la même situation. De là est née l'idée d'EdTrust, d'abord pour aider les écoles et leurs dirigeants, puis rapidement pour inclure aussi les enseignants, les parents et les élèves afin de couvrir tout l'écosystème éducatif.

Si vous deviez reprendre votre ambition en une phrase, quelle serait-elle ?

Révolutionner l'éducation en Tunisie et en Afrique en fournissant un écosystème numérique complet, accessible et boosté par l'Intelligence Artificielle (IA), pour optimiser les processus administratifs, enrichir la pédagogie et renforcer les liens entre écoles, enseignants, parents et élèves.

Quand vous observez le système éducatif actuel, quel est selon vous le principal «maillon faible» que la technologie peut réparer ?

Le vrai maillon faible aujourd'hui, c'est le manque de suivi individualisé. Les établissements accumulent des données (notes, absences, comportements), mais

elles restent souvent dispersées ou inexploitées.

Résultat : on détecte trop tard les élèves en difficulté, et les parents ne sont pas toujours informés à temps. La technologie permet de centraliser ces informations, d'en tirer des alertes intelligentes et de donner aux enseignants comme aux parents une vision claire et immédiate de la progression de chaque élève. C'est ce pont entre l'information et l'action qui manque cruellement, et que nous cherchons à combler avec EdTrust.

« Aujourd'hui, les écoles accumulent des données mais ne les exploitent pas. Résultat: on détecte trop tard les difficultés des élèves. »

A promotional banner for EdTrust. On the left, a laptop and two smartphones display the EdTrust application interface, which includes a dashboard with charts and a list of students. The background is a light blue gradient with abstract shapes. On the right, the EdTrust logo (a stylized 'S' with a graduation cap) is at the top. Below it, the text reads 'Votre partenaire de confiance pour une école numérique et moderne' and 'مدرستك بنزلة بين إيديك'. Further down, there are logos for Startup Tunisia, tact, and HUAWEI. At the bottom, there are QR codes for Google Play, the App Store, and the AppGallery, along with contact information: +216 52 588 822, contact@edtrust.tn, and www.edtrust.tn.



« En automatisant les tâches répétitives, EdTrust libère les professeurs pour qu'ils se consacrent à la pédagogie et au suivi de leurs élèves. »

Si je suis un professeur qui découvre EdTrust, que vais-je concrètement trouver et comment cela va changer ma façon d'enseigner dès demain ?

Vous découvrirez un outil qui vous redonne votre véritable rôle : celui d'éducateur, pas d'administrateur. Au lieu de perdre du temps dans les tâches répétitives comme les appels, la gestion des notes ou la communication dispersée avec les parents, tout est centralisé et automatisé.

Vous disposez en plus d'un assistant intelligent qui vous accompagne dans la préparation des cours et vous aide à adapter vos contenus au niveau de vos élèves. Concrètement, dès demain, vous enseignez avec plus de sérénité, vous consacrez davantage de temps à vos élèves, et vous développez une relation plus fluide avec les familles. EdTrust n'est pas là pour remplacer l'enseignant, mais pour

lui donner les moyens d'exercer son métier avec plus de liberté et d'impact.

On parle beaucoup d'IA et de personnalisation des apprentissages... comment ces notions se traduisent-elles dans vos outils ?

Nous avons intégré l'IA comme un assistant au service de tous les acteurs de l'éducation.

Pour les enseignants, elle propose des idées de cours, des exercices adaptés, ou même des conseils pédagogiques. Pour les parents, elle répond à leurs questions sur la progression de leur enfant et les guide sur la meilleure manière de l'accompagner.

Pour les élèves, elle devient un coach qui peut expliquer une notion autrement ou donner des pistes de révision. Et pour les directions d'écoles, l'IA simplifie la gestion administrative en générant automatiquement des rapports, des analyses et des projections.

Notre solution permet de réduire la charge de travail répétitive, de fluidifier la communication, et de donner à chacun un outil intelligent qui l'aide à se concentrer sur l'essentiel.

Avez-vous un exemple d'élève ou de classe dont le

parcours a été transformé grâce à EdTrust ?

Nous avons constaté que l'impact d'EdTrust se mesure à l'échelle de l'établissement plutôt qu'au niveau d'un seul élève. Par exemple, dans une école utilisant notre solution, le temps consacré aux tâches administratives a diminué de près de 40 %, permettant aux responsables de se concentrer davantage sur la pédagogie et l'innovation.

Du côté des enseignants, la communication avec les parents est devenue fluide et instantanée, ce qui a doublé le taux de participation parentale aux activités scolaires.

Enfin, les élèves évoluent dans un environnement plus structuré, avec un meilleur suivi de leurs résultats et un accompagnement plus personnalisé. C'est cette optimisation globale qui transforme le parcours éducatif : quand toute l'institution fonctionne mieux, chaque élève en bénéficie directement.

Les enseignants sont parfois méfiants face aux nouvelles technologies... comment parvenez-vous à les convaincre ?

Nous misons sur la simplicité et l'accompagnement. L'outil est conçu pour être intuitif, et nous

assurons des formations ainsi qu'un support continu. Quand les enseignants voient qu'EdTrust leur fait gagner du temps, leur résistance disparaît rapidement.

Quels types de retours et de réactions vous ont le plus marqué depuis le lancement ?

Ce qui nous a le plus frappé, c'est la rapidité avec laquelle les utilisateurs se sont appropriés EdTrust. Dans certaines écoles, dès les premières semaines, les enseignants nous disaient qu'ils ne pouvaient déjà plus imaginer revenir à l'ancien système.



« Notre ambition est claire : révolutionner l'éducation en Afrique avec une plateforme numérique qui optimise l'administration, enrichit la pédagogie et rapproche écoles, enseignants et familles. »

Plusieurs parents, parfois peu familiers avec la technologie, nous ont écrit pour dire à quel point l'application leur avait simplifié la communication avec l'école. Ce type de retour montre que



la solution n'est pas seulement innovante, mais aussi accessible et réellement adaptée au terrain.

Comment adapter vos solutions aux environnements où la connexion internet ou le matériel informatique sont limités ?

Nous avons conçu EdTrust en pensant à la réalité africaine, où la connectivité et l'accès aux équipements peuvent être inégaux. C'est pourquoi nos applications sont légères, optimisées pour fonctionner sur des smartphones basiques, et consomment très peu de données. Nous avons aussi intégré des fonctionnalités offline-mode, permettant de travailler sans connexion et de synchroniser les données dès qu'internet est disponible. Notre objectif

est simple : rendre l'innovation éducative accessible à tous, pas seulement à ceux qui disposent d'infrastructures avancées.

L'éducation numérique n'est pas un long fleuve tranquille : quel a été votre plus gros obstacle à ce jour ?

Le plus grand obstacle a été le changement de mentalité. Beaucoup d'écoles étaient habituées à fonctionner avec du papier et des processus manuels, et l'idée de digitaliser leur quotidien pouvait sembler intimidante ou inutile.

Nous avons dû investir beaucoup d'énergie dans la sensibilisation, montrer concrètement les bénéfices et accompagner les équipes pas à pas dans la transition. Ce n'était pas un

problème technique, mais humain : convaincre que la technologie n'est pas un fardeau supplémentaire, mais au contraire un allié pour simplifier le travail et améliorer la communication.

Aujourd'hui, ce défi est devenu une force, car chaque école convertie devient une vitrine pour les autres.

Dans vos partenariats, cherchez-vous plutôt des acteurs technologiques, des institutions éducatives ou des investisseurs visionnaires ?

Nous cherchons un équilibre : des institutions éducatives pour ancrer nos solutions sur le terrain, des investisseurs visionnaires pour soutenir notre croissance, et des partenaires technologiques pour enrichir nos services.

Avec la collecte de données éducatives, la question de la vie privée est cruciale. Comment garantissez-vous cette sécurité ?

Nous appliquons des normes strictes de sécurité et de chiffrement des données. Les informations sont hébergées sur des serveurs sécurisés et conformes aux réglementations locales et internationales.

Certains craignent que le numérique creuse les inégalités scolaires... comment faites-vous pour que ce ne soit pas le cas avec EdTrust ?

Notre objectif avec EdTrust n'est pas de remplacer l'école traditionnelle, mais de l'accompagner et de rendre l'éducation plus inclusive. Nous avons conçu nos applications pour être accessibles même dans des environnements à ressources limitées : elles fonctionnent sur des téléphones basiques, consomment peu de données, et restent intuitives pour des utilisateurs peu familiers avec le numérique.

De plus, nous proposons des modèles hybrides qui réduisent le besoin en matériel coûteux, et nous travaillons avec les écoles pour former enseignants

et parents à l'utilisation de nos outils. Enfin, en diminuant la dépendance au papier et en simplifiant la communication, nous réduisons aussi les coûts pour les familles. De cette manière, le numérique devient un levier d'égalité plutôt qu'un facteur d'exclusion.

Dans un monde où l'écran prend de plus en plus de place, comment préserver le lien humain au cœur de l'éducation ?

Nos outils ne remplacent pas l'enseignant ou le parent : ils facilitent leurs interactions. EdTrust vise à redonner du temps aux enseignants pour se concentrer sur la pédagogie et à rapprocher parents et enfants de la vie scolaire.

Entretien conduit par Amel Belhadj Ali

en bref

- Startup tunisienne lancée en 2020, **EdTrust digitalise la gestion scolaire.**
- **Objectif :** alléger l'administration, renforcer la communication, personnaliser l'apprentissage.
- **IA intégrée :** assistance aux enseignants, suivi des élèves, réponses aux parents.
- **Résultats :** -40 % de tâches administratives, communication plus fluide, meilleure inclusion des familles.
- Accessible même sur smartphones basiques avec **mode offline.**

Firas Dhaouadi, l'entrepreneur tunisien qui incarne la curiosité et l'audace



« **Chérissez votre curiosité et cultivez votre imagination** », disait la physicienne américaine Shirley Ann Jackson. Cette citation semble avoir été écrite pour Firas Dhaouadi, cofondateur de la startup EdTrust. Dès ses premières années à la Faculté des Sciences de Tunis (FST), il se distingue par une curiosité insatiable pour l'informatique et l'innovation.

Refusant de se limiter à l'enseignement académique, il choisit très tôt la voie de l'entrepreneuriat, avec une première société de développement logiciel. L'expérience fut brève, mais formatrice : elle lui a appris la résilience, la gestion du risque et la valeur de l'échec comme moteur de progression.

Un parcours atypique et autodidacte

Firas Dhaouadi ne s'est jamais satisfait des sentiers battus. Soucieux de renforcer ses connaissances, il suit un bachelor en cybersécurité auprès de l'EC-Council, au Texas. Ce choix stratégique lui permet d'allier savoir académique et expérience pratique, une combinaison rare dans le monde des technologies de l'éducation. Cette formation marque une étape décisive, lui donnant les outils pour comprendre à la fois les aspects techniques et sécuritaires de l'innovation numérique.

Des expériences multiples et formatrices

Le parcours professionnel de Firas se construit au fil de missions variées : support technique,

fintech, cloud et hébergement web. Chez FIS, HostPapa ou Web Hosting Canada, il développe une solide expertise technologique tout en intégrant la dimension business et organisationnelle des grands groupes internationaux. Ces expériences lui offrent une vision globale des enjeux numériques et de la gestion de projets complexes à l'échelle mondiale.

Un entrepreneur à la croisée des innovations

Aujourd'hui à la tête d'EdTrust, Firas Dhaouadi incarne l'entrepreneur moderne : curieux, agile et visionnaire. Son énergie dépasse les frontières d'une seule entreprise : il s'implique dans plusieurs startups, multiplie les projets et explore de nouvelles pistes d'innovation.

Son parcours témoigne d'une conviction : chaque expérience, même un échec, peut devenir un levier d'apprentissage et de croissance.

En alliant audace et persévérance, il illustre une génération d'entrepreneurs tunisiens qui croient en la créativité comme moteur de transformation.

Retrouvez toutes
nos publications numériques



Et plus encore...

À l'ère de l'Intelligence Artificielle |

Penser le temps autrement



TUNIS, 4 oct. (TAP) — À l'ère de l'Intelligence Artificielle, la théorie du présentisme, selon laquelle seul le présent existe réellement, et celle de l'Anthropocène, un courant de pensée sur l'impact de l'humain sur la Terre, sont plus que jamais d'actualité. Elles trouvent toute leur importance dans l'approche des philosophes et des

historiens soucieux d'approfondir notre compréhension du monde.

Ces théories constituent le champ de recherche privilégié de l'historien français François Hartog, qui a évoqué certaines de leurs manifestations dans une conférence donnée samedi à Tunis sur le thème « Un temps

désorienté : du présentisme à l'Anthropocène ».

Le Professeur Hartog était l'invité de l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts, Beït al-Hikma, à Carthage, pour la conférence inaugurale de l'année académique 2025-2026.



« Nous sommes confrontés à une accumulation rapide de facteurs d'incertitude, dont les médias et les réseaux sociaux se font à tout instant les échos et les propagateurs », a-t-il déclaré.

Un « pic d'incertitudes » à travers le monde

Depuis sa dernière visite en Tunisie en 1993, l'historien a fait son retour pour une conférence-débat importante, en présence d'une pléiade de chercheurs, d'historiens et d'acteurs culturels intéressés par le présentisme et l'Anthropocène, qu'il a longuement abordés durant plus de deux heures.

Le professeur Hartog a entamé sa conférence en soulignant ce qu'il qualifie de « **pic d'incertitudes** » à travers le monde depuis l'avènement du Covid, suivi d'une multitude de facteurs : guerres dans les quatre coins du globe, dérèglement climatique accéléré, vagues de chaleur, incendies, cyclones, inondations, pénuries d'eau.

Selon lui, face à ce « **régime d'incertitude généralisée** », les

inquiétudes grandissent tandis que prospèrent les prophètes de malheur, les marchands de peur et autres exploiters d'anxiété.

Le temps, la technologie et l'humain

Spécialiste de l'Antiquité et historien du temps moderne, François Hartog s'intéresse aux questions de son époque avec un regard critique, anthropologique et philosophique, centré sur notre humanité et notre rapport au temps.

Il analyse les transformations des rapports au temps dans la longue durée, espérant contribuer au diagnostic d'une désorientation temporelle qui marque notre époque et notre relation au passé, au présent et au futur.

L'historien s'attarde notamment sur **l'individualisation croissante du temps générée par les smartphones**, conduisant à une forme de discordance généralisée et de déliaison sociale.

François Hartog, l'historien et l'auteur

François Hartog est un **éminent historien et directeur d'études émérite**.

Après des études à l'École Normale Supérieure de Paris, il a enseigné à Strasbourg et Metz

avant de rejoindre, en 1986, l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) où il occupe la chaire d'historiographie ancienne et moderne.

Il a aussi enseigné à l'étranger, exercé des fonctions administratives et présidé le conseil d'administration de l'ENS pendant huit ans.

Une œuvre centrée sur le rapport au temps

Parmi ses ouvrages majeurs figurent :

« *Le Miroir d'Hérodote* » (1980), « *Mémoire d'Ulysse* » (1996), « *Evidence de l'histoire* » (2007), « *Où est passé le temps ?* » (2012), « *La Nation, la Religion, l'Avenir* » (2017), « *Chronos* » (2020), « *Confrontations avec l'histoire* » (2021), et « *Départager l'humanité* » (2024).

Ce dernier élargit encore son



« La toile est une Babel temporelle », constate-t-il, évoquant l'instantanéité de l'information et la domination des algorithmes sur nos choix quotidiens.

“

L'historien a posé le diagnostic du présentisme et proposé les « régimes d'historicité » comme outil d'investigation pour comprendre notre époque.

Interrogation sur les figures successives de l'humain en Europe, depuis la Grèce ancienne jusqu'à sa possible dissolution contemporaine, selon le Pr. Mahmoud Ben Romdhane.

L'héritage intellectuel d'un historien du temps

Dans sa présentation, le président de l'Académie a souligné la portée du « **Miroir d'Hérodote** », un essai sur la représentation de l'autre qui posait déjà les bases d'une triple interrogation :

- les Grecs et les autres,
- le lien entre anthropologie et histoire,
- le rôle et la place de l'historien, question déjà présente chez Hérodote.

Plusieurs ouvrages ont ensuite

prolongé cette réflexion sur les formes historiques du rapport au temps, au cœur de sa conférence à Beït al-Hikma.

L'historien a posé le diagnostic du présentisme et proposé les « régimes d'historicité » comme outil d'investigation pour comprendre notre époque.

L'intégralité de la conférence est disponible en ligne sur les réseaux de l'Académie.

Par Fatma Chroudi



Symbole de l'identité tunisienne |

La Tunisie prépare la candidature de la Jebba à l'UNESCO



Une initiative collective et patrimoniale

Lors d'une conférence de presse organisée le **2 octobre 2025 au Bardo**, Mme Sakouhi a expliqué que ce travail est mené **en collaboration avec des experts locaux et des organisations de la société civile**, afin de finaliser le dossier avant sa **transmission officielle à l'UNESCO**.

La conférence s'est tenue en présence de **Chiraz Saïd**, Directrice générale du Patrimoine, **Tarek Baccouche**, Directeur général de l'Institut national du patrimoine (INP), et **Rabia Belfguira**, Directrice générale de l'Agence de mise en valeur du patrimoine et de développement culturel (AMVPPC).

Le projet du Musée national de Carthage relancé

Répondant à une question de l'agence TAP, **Tarek Baccouche** a indiqué que **le retard dans le projet d'aménagement du Musée national de Carthage** était lié à des problèmes rencontrés

Le **ministère des Affaires culturelles** prépare actuellement un **dossier de candidature pour inscrire la Jebba tunisienne** sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO, a déclaré **Wajiha Sakouhi**, Directrice générale du Centre des arts, de la culture et des lettres Ksar-Saïd.

Cette candidature représente, selon elle, une **reconnaissance internationale** de la valeur de ce costume traditionnel, considéré comme **l'un des symboles majeurs de l'identité nationale** et de la **mémoire collective tunisienne**.

avec le bureau d'études allemand initialement chargé du dossier.

L'INP a désormais fait appel à un autre **bureau d'études pour relancer le projet selon les normes internationales.**

Le responsable a aussi souligné que l'Institut **procède à la numérisation de plus de 45 000 sites et monuments** à travers la Tunisie, dans une démarche de conservation et d'accessibilité numérique du patrimoine national.

Technologies modernes et valorisation du patrimoine

Pour sa part, **Rabia Belfguira** a précisé que l'**AMVPPC** s'emploie à **utiliser les technologies modernes** pour protéger le patrimoine tunisien, à travers la **vidéosurveillance** et l'**éclairage intelligent** des principaux sites archéologiques.

« **L'inscription de la Jebba renforcera le rayonnement culturel de la Tunisie et contribuera à la préservation de ce patrimoine pour les générations futures** », a-t-elle affirmé.

« **Tous ces lieux seront entièrement couverts par ces systèmes d'ici 2027, pour renforcer leur sécurité** », a-t-elle assuré.

Elle a ajouté que l'agence œuvre également à **intégrer les sites et monuments dans le circuit économique national**, en développant l'offre culturelle et touristique.

Une stratégie nationale axée sur la numérisation

La **Directrice générale du Patrimoine, Chiraz Saïd**, a précisé que la stratégie nationale repose sur la **numérisation et la valorisation du patrimoine culturel**, en impliquant activement la **société civile**.

Elle a affirmé que le ministère s'emploie à **mettre en place un nouveau cadre participatif**, visant la **pérennisation** et la **mobilisation des ressources** nécessaires pour faire face aux défis du secteur culturel.



Grippe

La Tunisie a acheté 280 000 doses du vaccin contre la grippe saisonnière. Ces vaccins seront disponibles à partir du 15 octobre. Les Tunisiens les trouveront dans les pharmacies privées et les centres de santé de base. Le prix d'une dose variera entre 37 et 41 dinars. Thouraya Neifer, secrétaire générale de l'Ordre des pharmaciens, a confirmé cette information.

Composition et cibles du vaccin

Cette année, le vaccin est quadrivalent. Il protège activement contre quatre souches virales de la grippe. L'année prochaine, le vaccin deviendra trivalent. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande cette réduction des souches. Thouraya Neifer a donné ces précisions à l'agence TAP.

La vaccination est fortement conseillée pour prévenir les complications graves. Elle concerne surtout les personnes à risque. Les plus de 65 ans doivent se faire vacciner. Les personnes atteintes de maladies chroniques et les femmes enceintes sont également ciblées.

Protéger les enfants et les aînés

Madame Neifer a aussi recommandé de vacciner les enfants qui vivent avec des personnes âgées. Les enfants transmettent le virus plus facilement. Elle assure que le vaccin est sans danger pour eux. Les nourrissons peuvent recevoir la dose dès l'âge de six mois.

Kiosque Numérique



HORS-SÉRIES



LEMAG



REVUES, ÉTUDES ET DOCUMENTS



EBOOK

Le palais Ahmed Bey à la Marsa accueille une exposition sur l'influence italienne dans l'architecture tunisienne

EXPO itinérante 2025

ITALIANISANCES

La présence italienne dans l'architecture tunisienne
الحضور الإيطالي في العمارة التونسية

L'association Nous tous,
le Centre culturel Dante Alighieri de Tunisie,
le Laboratoire d'archéologie et d'architecture maghrébines (LAAM),
les Archives de la mémoire des Italiens de Tunisie (AMIT)
organisent, avec le soutien de la Fondation Rosa Luxemburg,
une exposition itinérante :

" ITALIANISANCES "
La présence italienne dans l'architecture tunisienne

Palais Ahmed Bey du 09 au 12 OCTOBRE
La Marsa

Le vernissage aura lieu le jeudi 9 octobre 2025 à 17 heures

Logos: Société Dante Alighieri Tunisie, LAAM (Laboratoire d'archéologie et d'architecture maghrébines), AMIT (Archives de la mémoire des Italiens de Tunisie), Fondation Rosa Luxemburg.

Classé monument historique en 2016, le palais Ahmed Bey II (1862–1942) est situé à proximité du café Saf Saf, au cœur de la Marsa, en banlieue nord de Tunis.

Construit en 1847 par le comte Giuseppe Raffo (1795–1862), fils d'un horloger génois et personnalité influente de la cour husseinite, cet ancien palais beylical fut ensuite intégré au patrimoine de l'État et servit de résidence à la dynastie husseinite.

Une exposition entre histoire et mémoire

Organisée par l'association Nous Tous, les Archives de la mémoire des Italiens de Tunisie (AMIT), le Laboratoire d'archéologie et d'architecture maghrébines (LAAM) et le Centre culturel Dante Alighieri de Tunisie, avec le soutien de la Fondation Rosa Luxemburg, l'exposition met en lumière l'influence italienne dans l'architecture de Tunis et de ses environs.

Un point de presse est prévu jeudi 9 octobre, de 16h à 17h, au palais Ahmed Bey, en marge du vernissage de l'exposition.



Elle vise à « révéler au grand public la richesse des échanges architecturaux entre la Tunisie et l'Italie », ont indiqué les organisateurs.

Un lieu symbolique pour un dialogue des cultures

Cette rencontre constituera un moment d'échanges avec les chercheurs et le commissariat de l'exposition, offrant une immersion dans les savoir-faire architecturaux italiens et tunisiens.

Le choix du palais Ahmed Bey, récemment rouvert et marqué par une forte influence italienne, comme première escale de l'exposition, porte un message fort :

Celui de la réhabilitation des lieux oubliés et de la préservation d'un patrimoine en péril.

L'influence italienne à travers les siècles

Selon le communiqué des organisateurs, la présence italienne dans l'architecture tunisienne remonte au XVI^e siècle, visible dans certaines mosquées et palais beylicaux.

Cette influence atteint son apogée à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, avec les vagues d'immigration italienne, perceptible notamment dans les quartiers francs ou européens de Tunis.

Véritable archive vivante et visuelle, l'exposition fait voyager le visiteur à travers un récit où se croisent architectes et artisans italiens, révélant la richesse des rencontres culturelles et une esthétique tunisienne singulière.

Quatre volets thématiques

Le fil conducteur de l'exposition s'articule autour de quatre grands volets :

1. Novecento : l'influence italienne dans la ville européenne du XIX^e siècle (quartier franc), marquée par l'Art nouveau, l'Art déco et l'Éclectisme.
2. Mosquées et Torba-Baroque et Rococo : l'influence italienne dans les édifices religieux de la médina de Tunis.
3. Palais beylicaux, l'empreinte italienne : l'héritage italien dans les palais et résidences beylicaux de Tunis et ses environs.
4. Habitat rural italien : mémoire des villages de la basse vallée de la Medjerda.



Véritable archive vivante et visuelle, l'exposition fait voyager le visiteur à travers un récit où se croisent architectes et artisans italiens, révélant la richesse des rencontres culturelles et une esthétique tunisienne singulière.

Une archive visuelle et patrimoniale

Présentée sous la forme d'un corpus de 13 panneaux, l'exposition dévoile la profondeur de l'empreinte italienne dans la région de Tunis et la vallée de la Medjerda.

À travers photographies, textes de chercheurs et éléments décoratifs, elle met en valeur la maîtrise des techniques constructives, le jeu des compositions, la polychromie des matériaux et la rigueur du détail, témoignant d'une fusion esthétique tuniso-italienne.

Ali Znaidi |

Un demi-siècle de création célébré à la Maison des Arts du Belvédère



L'artiste-plasticien Ali Znaidi présente une nouvelle exposition personnelle rétrospective intitulée « Un voyage entre les couleurs et les lumières 1975-2025 », dont le vernissage aura lieu ce samedi à 18h à la Maison des Arts du Belvédère à Tunis.

L'exposition se tiendra du 4 au 30 octobre 2025, sous l'égide du ministère des Affaires culturelles, en partenariat avec la Direction des arts plastiques.

Cette rétrospective revient sur un parcours artistique de près d'un demi-siècle, marqué par une recherche constante autour de la couleur, de la lumière et de la mémoire tunisienne.

De "Mémoire réinventée" à "Ode à la Vie"

Ali Znaidi a déjà présenté plusieurs expositions majeures.

Sa première rétrospective, « Mémoire réinventée », s'est tenue en avril 2015 au Palais Kheireddine.

En 2022, il a exposé « Ode à la Vie », à la Galerie Mosaïque (Cité Ennasr, Tunis), présentant 35 œuvres réalisées entre 2012 et 2022 dans un ensemble vibrant de peintures aux techniques multiples.

Ces créations, mêlant abstraction et figuration, témoignent d'un dialogue permanent entre mémoire, lumière et émotion picturale.

La Médina, source inépuisable d'inspiration

Dans cette nouvelle exposition, l'enfant de la Médina de Tunis met en avant les temps forts de sa carrière, déjà documentés dans son livre Mémoire réinventée (2015), un ouvrage de 120 pages rassemblant plus de 100 reproductions d'œuvres.



Ses toiles traduisent la beauté d'une ville multiculturelle et multiethnique, nourrie par les influences orientales et occidentales.

Depuis ses débuts au milieu des années 1970, Znaidi reste fidèle à l'univers lumineux et coloré de Tunis et sa Médina, classée au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Entre Orient et Occident

L'artiste explore les scènes quotidiennes, l'architecture, les senteurs et le patrimoine

immatériel de la Médina. Ses œuvres, à la fois abstraites et figuratives, traduisent un regard poétique sur un monde coloré, festif et empreint de nostalgie. Les quartiers européens de Tunis – habités jadis par des communautés siciliennes, maltaises, espagnoles – ont marqué sa vision et enrichi sa palette plastique.

Reconnaissance et distinctions

Ali Znaidi est lauréat du premier prix d'Art Contemporain dans la ville italienne de San Vito (1991), du Prix du Jury d'Art Contemporain Arabe à Abu Dhabi (1995), et du premier grand prix de la Ville de Tunis (2010). Il a également reçu le troisième

Ordre du Mérite culturel de la République tunisienne.



De ces croisements de styles et de cultures est née une esthétique tunisienne singulière, fruit d'un dialogue entre tradition et modernité.

Ancien universitaire, il continue d'innover et d'élargir sa collection d'œuvres.

Plusieurs de ses toiles figurent dans les collections publiques tunisiennes et chez des collectionneurs privés.





COTUNACE

ASSURANCE CREDIT

Vendez en toute sécurité, la COTUNACE est à vos côtés

**NOUVELLE IDENTITÉ,
FIDÈLE À NOS VALEURS**

www.cotunace.com.tn

La Tunisie expose son patrimoine à Tokyo pour célébrer 70 ans de liens diplomatiques



Une grande exposition culturelle tunisienne a ouvert ses portes au Japon. L'inauguration a eu lieu le vendredi 4 octobre 2025. Elle s'intitule « Tunis : voies d'échanges culturels avec le monde ». L'événement se tient au Musée d'art de Tokyo Fuji. Le public peut la visiter jusqu'à fin janvier 2026.

L'exposition marque le 70e anniversaire des relations

diplomatiques entre la Tunisie et le Japon. La mission tunisienne à Tokyo a organisé cette initiative. Elle veut montrer la richesse de la culture tunisienne. Elle promeut également la Tunisie comme destination culturelle et touristique.

Patrimoine tunisien et promotion du tourisme

L'exposition propose un parcours complet dans le patrimoine tunisien. La page Facebook de l'ambassade de Tunisie à Tokyo donne les détails. Le programme

s'organise autour de plusieurs thèmes.

Les visiteurs découvrent de l'artisanat et des arts plastiques tunisiens. Un espace présente le patrimoine culturel et touristique du pays. L'exposition inclut aussi un stand de vente. Les gens peuvent y acheter des produits authentiques du terroir.

Un événement diplomatique majeur

La cérémonie d'ouverture a attiré beaucoup de personnalités. Elle a souligné l'importance diplomatique de l'exposition. Plusieurs ambassadeurs accrédités au Japon étaient présents. Des diplomates et des figures culturelles japonaises s'y sont rendus.

Leur présence a mis en lumière les liens historiques et culturels forts entre les deux pays. L'exposition confirme le rôle clé de la diplomatie culturelle. Elle renforce les partenariats internationaux.

Sami Ben Ameer signe "Terre spirituelle" |

Un voyage entre mémoire, symbole et transcendance



Dans ces créations, les œuvres de grands formats s'élèvent comme des terres vierges, composées de strates colorées, effacements et superpositions, entre transparence et mystère.

L'artiste-plasticien Sami Ben Ameer présentera, du 3 au 31 octobre 2025, sa nouvelle exposition intitulée « Terre spirituelle » à la Galerie du Palais Kheireddine, au cœur de la Médina de Tunis.

Le vernissage est prévu le vendredi 3 octobre à partir de 17h.

L'exposition rassemble 35 œuvres récentes, articulées autour d'un questionnement esthétique et philosophique sur l'origine, la mémoire et la transcendance.

Symboles universels et quête de sens

L'exposition explore des signes issus de civilisations et de religions variées : la spirale, la main de Fatma, Tanit, le cœur, le yin et le yang...

Autant de symboles traduisant le mouvement de la vie, mais aussi les valeurs de paix, d'amour et de communion.

L'artiste évoque à travers eux la condition humaine contemporaine, marquée par la perte de repères fondamentaux, et rend hommage aux valeurs universelles de paix et de fraternité.

Chaque œuvre est accompagnée d'un cartel explicatif décrivant la symbolique de ces signes et leur interprétation plastique.

Une œuvre entre prière et résistance

Inspirée par l'actualité et la souffrance du monde — Gaza notamment —, Terre spirituelle se présente comme une réponse artistique face à un monde blessé. Elle conjugue mémoire et innovation, rigueur et liberté, héritage ancien et création contemporaine.

L'exposition devient un voyage méditatif, une invitation à contempler l'humain dans sa vulnérabilité et son espérance.

« Terre spirituelle est à la fois confrontation et prière », confie l'artiste, soulignant que ses œuvres sont des espaces intérieurs et non de simples toiles.

Matière, symboles et univers spirituel

Connu pour sa peinture matiériste mêlant signes anciens, gestualité expressive et sens tactile, Sami Ben Ameer développe ici une série où la terre devient un territoire d'amour, de silence et de résistance.

Ses compositions — souvent rondes ou carrées — fusionnent abstraction et suggestion, noir et blanc, ancien et contemporain.

Un artiste et chercheur reconnu

Diplômé de l'École des Beaux-Arts de Tunis et de la Sorbonne (Paris), Sami Ben Ameer est professeur émérite à l'Université de Tunis. Auteur et chercheur, il a dirigé les préparatifs du Musée national d'art moderne et contemporain lors de son inauguration en 2018 à la Cité de la Culture. Son « Dictionnaire de la terminologie des arts visuels » (2021, Éditions Al-Mokaddima) recense 125 termes sur 760 pages. En 2024, il publie « Les arts plastiques en Tunisie : parcours

de générations et enjeux esthétiques et culturels », une œuvre monumentale en quatre volumes, éditée par l'Université de Tunis, distribuée dans les établissements académiques et culturels.

À travers ce travail, l'artiste poursuit sa réflexion sur la terre, amorcée avec *La Terre vénérée* (2007) et *La Terre originelle*, explorant la dimension spirituelle et symbolique de notre planète.



COMAR
SANTÉ INTERNATIONALE



AVEC COMAR SANTÉ INTERNATIONALE, TOUJOURS CONFIANTS

Une prise en charge intégrale de vos frais de santé^(*) sans aucune avance en Tunisie et à l'étranger (dans les limites du contrat);

Un libre choix du pays et de l'établissement de prise en charge (dans la limite de la zone choisie);

Un remboursement en 7 jours au maximum;

Des plans d'assurance **sur mesure**

Plan Fondamental, Plan Confort, Plan Optimal.

* Jusqu'à 2,5 Millions de dinars tunisiens par personne et par an.

C'était en 2003 (T2) |

Un printemps d'incertitudes et de résilience



Parce que l'histoire de l'économie éclaire toujours le présent, WMC lance une nouvelle rubrique rétrospective : « C'était en... ». Chaque semaine, nous replongerons dans les archives de Webmanagercenter, pour revisiter des événements économiques, sociaux et politiques marquants d'il y a 10, 20 ans ou plus. Avec cette rubrique, WMC se transforme aussi en mémoire vivante de l'économie tunisienne, en donnant une seconde vie à ses archives.

En 2003, la Tunisie vivait une période charnière. Le pays sortait de l'attentisme lié à la guerre en Irak, avec une économie qui montrait des signes de résistance, malgré un environnement régional instable. Les réformes économiques, l'essor des nouvelles technologies de l'information et la restructuration de fleurons nationaux comme Tunisair occupaient le devant de la scène. Vingt ans plus tard, revisiter ces

archives éclaire les continuités et ruptures de l'économie tunisienne.

Start-up et nouvelles technologies: l'espoir du TITF

20 mai 2003 – « TITF : le fonds qui finance les start-up en NTI »

Créé en 2002, le Tunis Information Technology Fund (TITF) se voulait le levier de financement des

jeunes pousses dans les NTIC. Avec un capital initial de 2 MDT, porté à 5 MDT en 2004, le fonds visait 10 projets par an. À l'époque, ses gestionnaires insistaient : «Ce genre de projet ne requiert pas de grands investissements mais surtout des compétences humaines».

► **Vingt ans plus tard**, l'écosystème des start-up tunisiennes s'est structuré autour de structures comme Smart Capital et le programme Startup Act. Mais la question du financement patient reste d'actualité, et le constat d'un soutien institutionnel en dents de scie résonne toujours.

Une économie sous pression mais résiliente

15 mai 2003 – « La Tunisie tient le choc de la guerre »

La Banque centrale soulignait une croissance des exportations de 21 % au premier trimestre, un taux de couverture record de 81 % et une inflation contenue à 1,6 %. Seul le tourisme souffrait, avec des nuitées en baisse de 36 % par rapport à 2001.

09 juin 2003 – « Les TRE compensent les pertes du tourisme »

Les transferts des Tunisiens à l'étranger (+11,7 % en quatre mois) amortissaient la chute des

recettes touristiques. Les réserves de change atteignaient 83 jours d'importations, un niveau jugé solide.

► **Comparaison avec 2025** : si les transferts de la diaspora demeurent un pilier de la balance courante, le tourisme reste vulnérable aux crises géopolitiques. En revanche, l'inflation, contenue à 1,6 % en 2003, dépasse aujourd'hui les 8 %, illustrant un basculement structurel.

Secteur financier : le leasing fragilisé

22 juin 2003 – «Le secteur du leasing entre effet ciseau et satisfaction de la BCT»

Alors que la BCT appelait à un rôle accru des sociétés de leasing dans le financement des PME, l'agence Maghreb Rating plaçait le secteur sous surveillance négative. Motif : l'érosion des marges et la montée du coût du risque. «Le secteur est confronté à un effet de ciseau», écrivait-on alors.

► **Aujourd'hui**, le leasing reste un outil majeur pour financer les entreprises, mais demeure exposé aux mêmes vulnérabilités : concurrence bancaire, hausse du coût du risque, fragilité du marché obligataire.

Transport aérien : Tunisair en restructuration

28 mai 2003 – « Tunisair : 2004, retour au bénéfice sinon l'équilibre »

Le PDG Rafâa Dkhil lançait un plan de restructuration : filialisation de certaines activités, plan social, réduction des investissements de 228 à 80 MDT. Avec lucidité, il déclarait : « Nous n'accepterons plus qu'on nous dise que la société va bien ».

► **Vingt ans plus tard**, Tunisair reste engluée dans les mêmes débats : restructuration, pertes financières, recapitalisation. La prophétie de 2003 – un retour à l'équilibre – ne s'est jamais véritablement réalisée.

Conclusion : un miroir pour 2025

En 2003, la Tunisie affrontait guerre régionale, vulnérabilité touristique et fragilité des entreprises publiques, mais pouvait compter sur l'élan des exportations et des transferts de sa diaspora. En 2025, ces constantes demeurent. Le parallèle souligne une question lancinante : la Tunisie a-t-elle su transformer ses atouts conjoncturels en véritables leviers structurels ?

Kiosque Numérique



A la recherche du temps perdu!



Je me souviens comme si c'était hier ce jour-là; comme tous les autres jours, j'achetai le journal et j'ai constaté que quelque chose avait changé; à gauche, il y avait bien SA photo de tous les jours mais à droite l'AUTRE photo avait disparu; croyant à une erreur typographique, je retournai à mon activité journalière quand, dans l'après-midi, après avoir entendu

le vrombissement d'un avion, on m'appela pour dire la photo avait été dégagée...

DEGAGE, DEGAGE, ce verbe allait faire des dégâts dans plusieurs pays arabes et même en Occident ou les Français ont fini en 2012 par dire la même chose à leur Nicolas qui est venu prendre sa retraite entre Marrakech et Tozeur...

Aujourd'hui, après la énième manifestation réprimée, d'autres pays répètent la même chose: DEGAGE; DEGAGE, en espérant qu'on finira par les écouter... J'ai même appris après que certains dirigeants s'évanouissaient rien qu'en entendant ce mot et s'empressent de changer de gouvernement...



75 %

La Tunisie couvre désormais environ 75 % de ses besoins nationaux en médicaments, grâce à un secteur des industries pharmaceutiques qui compte plus de 40 unités de fabrication et génère plus de huit mille emplois, a annoncé ce mardi la cheffe de cabinet de la ministre de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie, Afef Chachi Tayari. Elle s'exprimait lors de l'ouverture d'un forum sur l'industrie des médicaments biologiques à Sidi Thabet.

Le secteur a exporté pour 340 millions de dinars de produits en 2024 et vise désormais à développer la production de biosimilaires, médicaments biologiques de similitude à moindre coût, l'objectif ultime étant de réduire la dépendance aux importations et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'exportation vers l'Afrique et l'Europe.

Organisé par le BiotechPole de Sidi Thabet sous l'égide des ministères de l'Industrie et de la Santé, en partenariat avec la GIZ, l'Association tunisienne des médicaments génériques (ATMG) et la Chambre nationale des industries pharmaceutiques (CNIP), le forum réunit experts, industriels et autorités sanitaires pour définir une feuille de route stratégique et élaborer un guide d'enregistrement des biosimilaires, en coordination avec l'Agence nationale du médicament et des produits de santé (ANMPS).

Chez nous, après que tout le monde a dit et répété “DEGAGE“, tout le monde a demandé à ceux qui ont pris la relève et ont espéré DES GAGES; gages qui tardait à venir et ces derniers ont cru bien faire et espérer que la vie se démocratise, mais c'est pas facile, ça va faire le 10ème gouvernement qui a été remplacé, une fois de plus, tout ce qu'il y a de plus démocratiquement.

Et parmi la population, on trouve de tout:

- il y a les éternels révolutionnaires qui veulent changer tout et tout de suite;

- il y a ceux qui regrettent le bon vieux temps ou on faisait tout pour eux: on les logeait, on les nourrissait, on votait pour eux, on pensait pour eux On leur demandait de naître, de boire, de manger, de travailler, d'applaudir et ensuite de partir à la retraite, c'est tout ;

- il y a les opportunistes qui s'adaptent et prennent la forme du vase;

- il y a ceux qui ne se sont même pas rendu compte que ça avait changé;

- et il y a les autres qu'on appelle la majorité silencieuse qui se trouve complètement déboussolée dans un bureau de vote devant

le dédale d'urnes et de bulletins de toutes les couleurs, du coup, elle revient s'abstenir devant son écran de télévision qui s'est aplati depuis quelques années...

Ah, j'ai oublié de vous dire ce que je suis devenue: avant le 14 janvier 2011, j'étais dans le textile, je fabrique des costumes qui avaient une spécificité, ils étaient tous sans pantalons, et aussi les dernières années, je me suis lancée dans la fabrication des couffins et ça se vendait bien.

Après, je me suis diversifiée, j'ai gardé mon usine de vestes mais on les a adaptées et elles sont devenues réversibles, et vu les avantages qu'on accordait aux créateurs d'emploi à l'intérieur, j'ai créé une unité de ventilateurs dans le Sud, une unité de girouettes dans le SAHEL, une unité de fusibles en bordure du Grand Tunis... et il est question qu'on me finance une unité d'extincteurs à Sidi Bouzid, on ne sait jamais...

Tout ceci n'est qu'une fiction et je prie le seigneur d'avoir tort et de me voir contredit par les faits d'ici 2014...

ibtissem (février 2011)



Réinventons la banque ensemble !

1^{ère} Banque en ligne en Tunisie

OUVERTURE DE COMPTE



100% EN LIGNE



بنك تونس و الإمارات
Banque de Tunisie et des Emirats



C'EST UNE MG!

MG55

84 950^{DT}



100%
ÉLECTRIQUE

